Statistique Canada

2015-2016

Rapport ministériel sur le rendement

L'honorable Navdeep Bains, C.P., député
Ministre de l'Innovation, des Sciences et
du Développement économique

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le ministre de l'Innovation, des Sciences et
du Développement économique, 2016

N° 11-628-X au catalogue

ISSN 2368-1179

Table des matières

Message des ministres 1
Les résultats en bref 3
Section I : Survol de l'organisation 5
Profil de l'organisation 5
Contexte organisationnel 6
Priorités organisationnelles 12
Section II : Vue d'ensemble des dépenses 19
Dépenses réelles 19
Sommaire du rendement budgétaire 21
Tendances relatives aux dépenses du ministère 22
Dépenses par crédit voté 22
Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental 23
États financiers et Faits saillants des états financiers 24
Section III : Analyse des programmes et des Services internes 31
Programme 1 : Statistique économique et environnementale 32
Programme 2 : Statistique socioéconomique 38
Programme 3 : Recensements 44
Programme 4 : Infrastructure statistique 48
Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables 52
Services internes 55
Section IV : Renseignements supplémentaires 59
Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur 59
Tableaux de renseignements supplémentaires 59
Dépenses fiscales fédérales 60
Coordonnées de l'organisation 61
Annexe : Définitions 63
Notes de fin de document 67

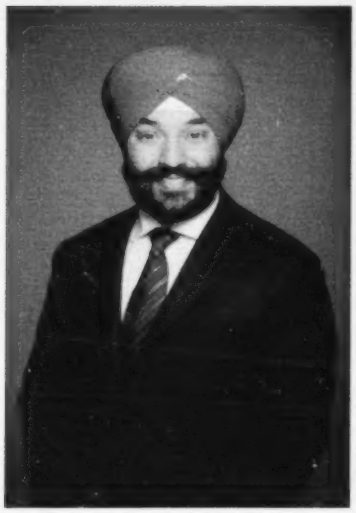
Message des ministres

Nous sommes heureux de faire rapport des principaux résultats de Statistique Canada en 2015-2016.

Le portefeuille de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique réalise ses programmes de manière synergique afin de procurer au Canada ce dont le pays a besoin pour améliorer sa productivité, faire croître son économie et améliorer la prospérité et le bien-être. Cela implique de soutenir le gouvernement dans l'engagement qu'il a pris de dresser un programme d'innovation, programme qui créera des emplois bien rémunérés pour la classe moyenne, générera de la croissance pour toutes les industries et améliorera la vie des Canadiens. Le travail du Portefeuille consiste notamment à aider les petites entreprises à croître grâce au commerce et à l'innovation, à favoriser la croissance du tourisme au Canada et à appuyer la recherche scientifique et l'intégration des questions d'ordre scientifique dans nos choix d'investissement et d'orientation.

À la veille du 150e anniversaire du Canada, nous nous engageons à collaborer avec les intervenants de tout le pays pour renforcer la place que nous occupons dans l'économie mondiale.

C'est un honneur pour nous de présenter le *Rapport ministériel sur le rendement 2015-2016* de Statistique Canada.



L'honorable Navdeep Bains
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique

L'honorable Kirsty Duncan
Ministre des Sciences

L'honorable Bardish Chagger
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme et Leader du gouvernement à la Chambre des communes

Les résultats en bref

Fonds utilisés (Dépenses réelles 2015-2016)	Personnel (Équivalents temps plein [ETP] réel 2015-2016)
517 560 565 $	5 087

Les résultats en bref

Statistique Canada a entrepris et mené à terme un grand nombre d'initiatives au cours de l'exercice. Ces réalisations comprennent les suivantes :

- mener à bien les préparatifs relatifs au Recensement de la population et au Recensement de l'agriculture, et amorcer les premières activités de collecte dans le cadre des deux recensements;
- élaborer une stratégie de communication intégrée ainsi que les composantes du Système intégré de collecte et des opérations nécessaires à l'appui des recensements;
- réaliser des progrès au chapitre de certains éléments énoncés dans la lettre de mandat du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique : rétablir le questionnaire détaillé du recensement; améliorer la qualité des données accessibles au public au Canada, notamment concevoir une initiative de données ouvertes et mettre davantage de données à la disposition du public; mettre à jour les dispositions législatives régissant Statistique Canada afin de renforcer l'indépendance de l'organisme;
- diffuser de nouveaux produits de données, y compris un ensemble révisé des estimations des comptes macroéconomiques et les résultats de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires;
- mener à bien le Programme international en gestion des organismes statistiques, une initiative visant à renforcer les systèmes statistiques nationaux dans les pays en voie de développement, à combler les écarts en matière de leadership et de gestion et à instaurer une capacité de produire des statistiques fiables.

Section I : Survol de l'organisation

Profil de l'organisation

Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique :
L'honorable Navdeep Bains, c.p., député

Premier dirigeant : Anil Arora

Portefeuille ministériel : Innovation, Sciences et Développement économique

Instruments habilitants :

- *Loi sur la statistique*[i]
- *Loi sur les déclarations des personnes morales*[ii]
- *Règlement sur les déclarations des personnes morales*[iii]

Année d'incorporation ou de création : Le Bureau fédéral de la statistique a été fondé en 1918. L'organisme a adopté la dénomination Statistique Canada en 1971, dans le cadre de la révision de la *Loi sur la statistique*.

Autre : En vertu de la *Loi sur la statistique*, Statistique Canada doit recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier des renseignements statistiques portant sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population du Canada.

Statistique Canada a deux principaux objectifs :

- fournir des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale du Canada dans le but de permettre l'élaboration et l'évaluation des politiques et des programmes publics et d'améliorer la prise de décisions dans les secteurs public et privé au profit de tous les Canadiens;
- promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité internationale des statistiques du Canada en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux et avec les provinces et les territoires, et en respectant des normes et des pratiques scientifiques rigoureuses.

Le bureau central de Statistique Canada est situé à Ottawa. L'organisme compte également des bureaux régionaux dans l'ensemble du pays, soit à Halifax, à Sherbrooke, à Montréal, à Toronto, à Sturgeon Falls, à Winnipeg, à Edmonton et à Vancouver, ainsi que 27 centres de données de recherche (CDR) aussi répartis dans l'ensemble du pays. Dans les CDR, les chercheurs ont accès, depuis un milieu universitaire sécurisé, à des microdonnées provenant des programmes d'enquête auprès de la population et des ménages. Les Canadiens peuvent suivre Statistique Canada sur Twitter et visionner du contenu dans les comptes Facebook et YouTube de l'organisme.

Contexte organisationnel

Raison d'être et responsabilités

Statistique Canada a été fondé pour veiller à ce que les Canadiens aient accès à une source fiable de statistiques sur le Canada afin de répondre à leurs besoins prioritaires en matière d'information.

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*, laquelle stipule que l'organisme doit recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. Elle stipule également que Statistique Canada doit mener un recensement de la population et un recensement de l'agriculture tous les cinq ans, et qu'il doit protéger la confidentialité des renseignements qui lui sont confiés.

En vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, « le recensement et les statistiques » relèvent de la compétence fédérale. Aujourd'hui, le Parlement s'acquitte de sa responsabilité en la matière essentiellement par le truchement de la *Loi sur la statistique*. Cette loi a établi Statistique Canada en tant qu'organisme statistique national du Canada et déterminé son mandat, ses pouvoirs et ses obligations. Afin de réaliser son travail, Statistique Canada peut également consulter des enquêtes et des dossiers administratifs[1]. Parallèlement à ces pouvoirs, l'organisme doit assurer la confidentialité des renseignements qu'il détient et en réserver l'utilisation à des fins statistiques.

Enfin, dans le but de promouvoir l'efficience du système statistique national, Statistique Canada a pour mandat de collaborer avec les autres ministères et organismes, ainsi qu'avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, à la création d'un système statistique national cohérent, bien intégré et réduisant le plus possible le double emploi et le fardeau de réponse pour les ménages et les entreprises.

Statistique Canada a aussi pour mandat, en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, de recueillir et de publier des renseignements sur les liens de parenté entre les sociétés au Canada, en particulier sur la propriété étrangère d'entreprises canadiennes.

Un grand nombre de lois et de règlements fédéraux et provinciaux exigent précisément des renseignements venant de Statistique Canada. Parmi les principaux exemples, on peut citer

1. Les dossiers administratifs sont constitués de données recueillies pour permettre la réalisation de différents programmes non statistiques. Par exemple, on conserve des dossiers administratifs pour réglementer la circulation des personnes et des marchandises aux frontières, pour satisfaire aux exigences légales obligeant à enregistrer certains événements, comme les naissances et les décès, et pour administrer les prestations, par exemple les pensions ou les obligations, comme les impôts. Le recours aux dossiers administratifs présente bon nombre d'avantages : il accroît l'efficacité et la qualité du processus statistique et, puisque les dossiers existent déjà, il n'engendre pas de coûts supplémentaires associés à la collecte et n'alourdit pas le fardeau des répondants aux enquêtes.

le Régime de pensions du Canada et la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Indice des prix à la consommation), la *Loi sur l'assurance-emploi* (estimations régionales de l'emploi et du chômage), la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* (nombreuses mesures économiques et démographiques), les règlements d'application de la *Loi sur les langues officielles* (données du recensement sur les langues officielles) et la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* (données du recensement sur les chiffres de population pour les régions).

Résultats stratégiques et Architecture d'alignement des programmes

Résultat stratégique 1 : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en pleine évolution, et qui servent à alimenter les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.

- **Programme 1 :** Statistique économique et environnementale
  - **Sous-programme 1.1 :** Comptes macroéconomiques (Système de comptabilité nationale)
  - **Sous-programme 1.2 :** Statistique de l'industrie
  - **Sous-programme 1.3 :** Statistique économique des entreprises
  - **Sous-programme 1.4 :** Statistique de l'environnement
  - **Sous-programme 1.5 :** Analyse des statistiques économiques et environnementales
- **Programme 2 :** Statistique socioéconomique
  - **Sous-programme 2.1 :** Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme
  - **Sous-programme 2.2 :** Statistique de la santé et de la justice
  - **Sous-programme 2.3 :** Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales
  - **Sous-programme 2.4 :** Analyse des statistiques socioéconomiques
- **Programme 3 :** Recensements
  - **Sous-programme 3.1 :** Recensement de la population
  - **Sous-programme 3.2 :** Recensement de l'agriculture
- **Programme 4 :** Infrastructure statistique
  - **Sous-programme 4.1 :** Services professionnels et statistiques
  - **Sous-programme 4.2 :** Services statistiques opérationnels
  - **Sous-programme 4.3 :** Maintien de la continuité et de la qualité

Résultat stratégique 2 : Les besoins particuliers des clients en matière de services statistiques de grande qualité et actuels sont satisfaits.

- **Programme 5 :** Services statistiques à frais recouvrables[1]
  - **Sous-programme 5.1 :** Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique économique et environnementale
  - **Sous-programme 5.2 :** Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique socioéconomique
  - **Sous-programme 5.3 :** Services à frais recouvrables relatifs aux Recensements
  - **Sous-programme 5.4 :** Services à frais recouvrables relatifs à l'Infrastructure statistique

Services internes

1. Le sous-programme 5.5, Services à frais recouvrables relatifs aux Services internes, n'est plus utilisé à Statistique Canada.

Environnement opérationnel et analyse des risques

Le Profil de risque organisationnel fait partie intégrante du Modèle de gestion du risque de Statistique Canada; il s'agit d'un sommaire général des risques majeurs que gère l'organisme. Le Profil de risque organisationnel est un outil de référence concis qui sert à prendre des décisions, et il fait l'objet d'une révision complète chaque année.

Les changements technologiques ont modifié la façon dont l'organisme interagit avec les utilisateurs et les fournisseurs d'information. Les nouvelles technologies ont une incidence tant sur la stratégie de collecte multimodale de l'organisme que sur son approche en matière de diffusion. La prolifération des producteurs de données accroît les possibilités d'utiliser d'autres sources d'information afin de remplacer, de compléter ou d'étoffer les programmes d'enquête, en vue de 1) réduire les coûts des programmes; 2) diminuer le fardeau de réponse pour les Canadiens et leurs organisations; 3) fournir des produits statistiques et analytiques supplémentaires.

Les activités de modernisation qui ont actuellement cours au sein du gouvernement visent à transformer et à améliorer les programmes, les services et les opérations internes du gouvernement fédéral ainsi qu'à réduire les coûts globaux du gouvernement en matière d'infrastructure. Parmi ces activités figure la création de Services partagés Canada, qui a pour mandat de gérer l'infrastructure de la technologie de l'information du gouvernement et de mettre en œuvre des solutions pangouvernementales.

Les risques suivants ont été décrits dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2015-2016*.

Principaux risques

Risque	Stratégie d'atténuation du risque	Lien avec les programmes de l'organisation
La réalisation dans les délais prévus des programmes statistiques clés est compromise par des services de technologie de l'information inadéquats ou insuffisants.	Statistique Canada a travaillé en collaboration avec tous ses fournisseurs de services. L'organisme a atténué les risques connexes en contribuant, grâce à des ententes de gouvernance conjointe, à assurer un soutien et un engagement appropriés à l'égard des priorités; établi la priorité des exigences en matière de services d'infrastructure pour les projets majeurs ainsi que des processus rigoureux de gestion des changements intégrés afin d'éviter un glissement de la portée et des retards dans le développement; déterminé des responsabilités, des produits livrables et des échéanciers clairs; prévu suffisamment de temps pour tenir compte des processus de prise de décisions externes.	Tous les programmes sont touchés.
Une erreur dans un rapport ou un programme statistique majeur entraîne une perte de crédibilité.	La crédibilité est primordiale pour Statistique Canada, car les intervenants et les Canadiens doivent avoir confiance en l'information produite par l'organisme. Ce risque a été atténué grâce à une analyse et à des évaluations rigoureuses des ruptures dans les séries; à des processus d'essai rigoureux; à des stratégies robustes de validation des données dans tous les programmes statistiques de grande envergure; à la mise en œuvre d'une gamme variée de mesures liées à la gouvernance, à la communication, à la documentation, aux diagnostics et aux protocoles d'essai.	Tous les programmes sont touchés.
La diminution des taux de réponse aux enquêtes-ménages pourrait avoir une incidence sur les résultats.	Statistique Canada a continué d'innover pour répondre aux préférences des répondants, par exemple, en utilisant davantage des outils de collecte de données multimodaux, comme les questionnaires électroniques et les applications conviviales pour appareils mobiles. En outre, l'organisme a continué de chercher d'autres sources de données administratives afin de remplacer les renseignements fournis par les répondants.	• Programme 1 :Statistique socioéconomique • Sous-programme 2.1 : Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme • Sous-programme 2.2 : Statistique de la santé et de la justice • Sous-programme 2.3 : Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales • Sous-programme 2.4 : Analyse des statistiques socioéconomiques

		• Sous-programme 4.1 : Services professionnels et statistiques • Sous-programme 5.1 : Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique socioéconomique
Une diffusion de données confidentielles entraîne une perte de confiance du public.	La protection de la confidentialité des données est une obligation fondamentale de Statistique Canada et de ses employés. Le risque déterminé a été atténué en veillant à ce que l'état de l'infrastructure informatique accessible au public soit évalué en continu, à ce que les pratiques de sécurité et de diffusion soient passées en revue et améliorées régulièrement, et à ce que la confidentialité et la sécurité soient toujours les principales priorités du personnel de Statistique Canada.	Tous les programmes sont touchés.
La capacité de Statistique Canada à accéder aux données administratives et à les utiliser est réduite.	Le risque déterminé a été atténué par le maintien d'un engagement ferme à l'égard de la sécurité des données et de la protection de la confidentialité; par la communication claire de la valeur des données statistiques et de l'étendue de la réduction du fardeau de réponse rendue possible grâce à l'utilisation des données administratives et par l'augmentation du nombre d'activités de sensibilisation et de communication.	Tous les programmes sont touchés.

Priorités organisationnelles

Les priorités suivantes concernent les principaux sujets d'intérêt énoncés dans la lettre de mandat du ministre[iv]. Parmi les engagements énoncés dans la lettre de mandat figuraient le rétablissement du questionnaire détaillé du recensement, la mise à jour des dispositions législatives régissant Statistique Canada et l'amélioration de la qualité des données accessibles au public au Canada.

Exécuter le programme statistique permanent en conformité avec le cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada

Description

Aux termes de la *Loi sur la statistique*, l'organisme doit recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier des renseignements statistiques sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population du Canada et sur l'état de celle-ci. Statistique Canada a aussi comme obligation constitutionnelle et législative de tenir un recensement de la population tous les cinq ans et est obligé, en vertu de la loi, de tenir un recensement de l'agriculture tous les cinq ans. Les recensements offrent un aperçu statistique de la population et de l'agriculture au Canada. Les données sont largement utilisées par tous les ordres de gouvernement pour élaborer les lois, les règlements, les politiques et les programmes.

Type de priorité[1]

Permanente

Principales initiatives contribuant aux priorités

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État	Lien avec les programmes de l'organisation
Exécuter le programme permanent d'indicateurs économiques et sociaux.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 4 : Infrastructure statistique

1. Les différents types de priorités sont les suivants : priorité déjà établie — établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé dans le rapport; priorité permanente — établie au moins trois exercices avant l'exercice visé dans le rapport; priorité nouvelle — établie au cours de l'exercice visé dans le *Rapport sur les plans et les priorités* ou le *Rapport ministériel sur le rendement*.

Effectuer la planification et la collecte initiale dans le cadre du Recensement de la population de 2016 et du Recensement de l'agriculture de 2016.	Avril 2015	Mars 2016	Terminée	Programme 3 : Recensements Programme 4 : Infrastructure statistique Services internes
Investir massivement dans le remaniement d'un certain nombre de programmes majeurs, comme l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes et l'Enquête sur la population active.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 4 : Infrastructure statistique
Élaborer, mener et maintenir un programme robuste d'assurance de la qualité.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 4 : Infrastructure statistique
Veiller à ce que toute la documentation relative aux enquêtes soit à jour afin que les utilisateurs de données puissent les interpréter et les utiliser de façon appropriée.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 3 : Recensements Programme 4 : Infrastructure statistique Services internes
Utiliser les plateformes des médias sociaux pour mieux informer les utilisateurs de données et les autres intervenants concernant les progrès du programme de Statistique Canada.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 4 : Infrastructure statistique Services internes

Progrès réalisés pour atteindre la priorité

Un certain nombre d'initiatives ont été réalisées dans le cadre de cette priorité. L'organisme a continué d'assurer le suivi et l'amélioration de son cadre d'assurance de la qualité. Ces initiatives sont permanentes, et les travaux se poursuivent relativement à ces priorités. Les progrès réalisés relativement à ces priorités s'inscrivent dans le mandat du gouvernement de rétablir le questionnaire détaillé du recensement et d'améliorer la qualité des données accessibles au public.

Donner suite aux besoins d'information émergents et changeants des utilisateurs de données et des intervenants

Description

Pour assurer la pertinence de ses programmes, Statistique Canada doit répondre aux besoins d'information changeants de ses utilisateurs de données et d'autres intervenants.

Type de priorité[1]

Permanente

Principales initiatives contribuant aux priorités

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État	Lien avec les programmes de l'organisation
Mettre en œuvre de nouvelles enquêtes et faire des essais pilotes dans des domaines comme les technologies de pointe, la santé des enfants, les postes vacants et la rémunération.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables
Améliorer la coordination et la documentation des consultations avec les utilisateurs et les intervenants.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 3 : Recensements Programme 4 : Infrastructure statistique
Remanier les principaux programmes d'enquête afin d'en assurer une pertinence et une efficacité soutenues.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 4 : Infrastructure statistique

1. Les différents types de priorités sont les suivants : priorité déjà établie — établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé dans le rapport; priorité permanente — établie au moins trois exercices avant l'exercice visé dans le rapport; priorité nouvelle — établie au cours de l'exercice visé dans le *Rapport sur les plans et les priorités* ou le *Rapport ministériel sur le rendement*.

Poursuivre l'adoption et la mise en œuvre de normes pertinentes, comme la nouvelle norme du Fonds monétaire international pour les statistiques de finances publiques.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 4 : Infrastructure statistique
Progrès réalisés pour atteindre la priorité				
Un certain nombre d'initiatives ont été réalisées dans le cadre de cette priorité. En mettant en œuvre de nouvelles enquêtes et en remaniant des enquêtes existantes, l'organisme a donné suite aux besoins d'information émergents et changeants des utilisateurs de données et des intervenants. Ces initiatives sont permanentes, et les travaux se poursuivent relativement à ces priorités. Les progrès réalisés relativement à ces priorités s'inscrivent dans le mandat du gouvernement d'améliorer la qualité des données accessibles au public.				

Assurer le fonctionnement d'un programme adapté qui répond efficacement aux demandes statistiques ponctuelles, contre recouvrement des coûts

Description

Grâce aux travaux à frais recouvrables, Statistique Canada peut répondre aux besoins des utilisateurs (institutions fédérales, provinciales et territoriales et autres clients) lorsque les données ne sont pas fournies dans le cadre d'un programme de base. Ce faisant, Statistique Canada peut aussi réaliser son deuxième résultat stratégique, visant à ce que les besoins particuliers des clients en matière de services statistiques de grande qualité et actuels soient satisfaits.

Type de priorité[1]

Permanente

1. Les différents types de priorités sont les suivants : priorité déjà établie — établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé dans le rapport; priorité permanente — établie au moins trois exercices avant l'exercice visé dans le rapport; priorité nouvelle — établie au cours de l'exercice visé dans le *Rapport sur les plans et les priorités* ou le *Rapport ministériel sur le rendement*.

Principales initiatives contribuant aux priorités

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État	Lien avec les programmes de l'organisation
S'assurer que le Centre des projets spéciaux sur les entreprises et la Division des enquêtes spéciales continuent d'agir comme centres d'expertise et de coordination afin de fournir des services à frais recouvrables dans les domaines des statistiques sur les entreprises et des statistiques sociales.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables
Poursuivre la transition des centres de données de recherche de Statistique Canada vers une infrastructure de technologie de l'information centralisée.	Permanente	Permanente	N'est pas financée/ retardée	Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables
Progrès réalisés pour atteindre la priorité				
Le financement de l'infrastructure de la technologie de l'information centralisée n'a pas encore été approuvé. Les autres initiatives liées à cette priorité ont été menées à bien. Le Centre des projets spéciaux sur les entreprises et la Division des enquêtes spéciales de Statistique Canada ont continué de fournir des services de grande qualité pour les projets à frais recouvrables. Cette réalisation s'inscrit dans le mandat du gouvernement d'améliorer la qualité des données accessibles au public au Canada.				

Améliorer l'efficience, l'adaptabilité et la robustesse des activités de l'organisme

Description

Statistique Canada doit toujours exercer une saine intendance des fonds qui lui sont confiés par les Canadiens. L'organisme doit être prêt à mettre en place rapidement de nouveaux programmes et à produire des résultats de qualité, selon des échéanciers utiles pour les décideurs. Les Canadiens et les institutions canadiennes s'attendent à ce que Statistique Canada réduise le fardeau qui leur est imposé dans le cadre des enquêtes.

Type de priorité[1]

Permanente

1. Les différents types de priorités sont les suivants : priorité déjà établie — établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé dans le rapport; priorité permanente — établie au moins trois exercices avant l'exercice visé dans le rapport; priorité nouvelle — établie au cours de l'exercice visé dans le *Rapport sur les plans et les priorités* ou le *Rapport ministériel sur le rendement*.

Principales initiatives contribuant aux priorités

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État	Lien avec les programmes de l'organisation
Poursuivre l'initiative de l'Architecture opérationnelle du Bureau et élaborer des approches et des stratégies pour réduire les coûts et augmenter l'efficacité opérationnelle grâce à l'uniformisation, à l'harmonisation et à la réutilisation de solutions, au besoin.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 3 : Recensements Programme 4 : Infrastructure statistique Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables Services internes
Améliorer et mettre à jour le plan d'investissement de l'organisme afin d'en assurer l'exhaustivité et de garantir la viabilité à long terme des programmes.	Permanente	Permanente	Terminée	Services internes
Maintenir des programmes bien établis de recrutement et de perfectionnement afin de disposer d'un effectif très efficace, engagé et innovateur.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Services internes
Continuer d'appuyer les initiatives à l'échelle du gouvernement, comme celle du gouvernement ouvert.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 3 : Recensements Programme 4 : Infrastructure statistique
Faire une utilisation accrue des données administratives en complément des données d'enquête, lorsque c'est possible.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique Programme 3 : Recensements Programme 4 : Infrastructure statistique
Continuer d'améliorer l'actualité des produits statistiques.	Permanente	Permanente	Sur la bonne voie	Programme 1 : Statistique économique et environnementale Programme 2 : Statistique socioéconomique

				Programme 3 : Recensements Programme 4 : Infrastructure statistique

Progrès réalisés pour atteindre la priorité
Un certain nombre d'initiatives ont été réalisées dans le cadre de cette priorité. En veillant à l'harmonisation continue de l'Architecture opérationnelle du Bureau et en tirant profit des données administratives, l'organisme a pu optimiser le rendement de ses ressources actuelles. Les initiatives associées à cette priorité sont permanentes, et les travaux connexes se poursuivent. Cette réalisation s'inscrit dans l'engagement du gouvernement à accorder la plus grande importance aux résultats et dans son mandat d'améliorer la qualité des données accessibles au public au Canada.

Pour de plus amples renseignements sur les priorités organisationnelles, veuillez consulter les Lettres de mandat des ministres[v].

Section II : Vue d'ensemble des dépenses

Dépenses réelles

Le programme statistique de l'organisme a deux sources de financement : les crédits parlementaires directs et les activités à frais recouvrables. Depuis quelques années, les revenus « disponibles » provenant des activités à frais recouvrables ont représenté de 90 millions de dollars à 105 millions de dollars par an de l'ensemble des ressources budgétaires de l'organisme. Une large part de ces revenus disponibles provient de ministères et organismes fédéraux et sert à financer des projets statistiques précis.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

	Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Autorisations totales pouvant être utilisées 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2015-2016
Dépenses brutes	645 090 820	645 090 820	657 691 670	621 895 100	-23 195 720
Revenus disponibles	-120 000 000	-120 000 000	-120 000 000	-104 334 535	15 665 465
Dépenses nettes	525 090 820	525 090 820	537 691 670	517 560 565	-7 530 255

Les dépenses brutes représentent le total des dépenses engagées par Statistique Canada pour la totalité de l'exercice. Les revenus disponibles représentent la part des dépenses dont les frais sont recouvrés auprès de clients externes pour des services statistiques précis. Les dépenses nettes sont l'écart entre les deux (c.-à-d., les dépenses brutes moins les revenus disponibles).

L'écart entre les dépenses prévues et les autorisations totales pouvant être utilisées pour les résultats de 2015-2016 est principalement attribuable aux reports de fonds provenant du budget de 2014-2015 et au financement reçu du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pendant l'exercice pour les augmentations salariales des intervieweurs.

L'écart entre les dépenses réelles et les autorisations totales pouvant être utilisées pour les résultats de 2015-2016 est principalement attribuable à la provision budgétaire inutilisée relative aux conventions collectives échues, et aux provisions inutilisées que l'on prévoit reporter à 2016-2017 pour appuyer le Processus intégré de planification stratégique de Statistique Canada.

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

	Ressources prévues 2015-2016	Ressources réelles 2015-2016	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2015-2016
Dépenses brutes	5 027	6 160	1 133
Revenus disponibles	-650	-1 073	-423
Dépenses nettes	4 377	5 087	710

Les dépenses brutes relatives aux ETP comprennent quelque 200 ETP pour les fonctionnaires en poste au Canada à l'extérieur de la région de la capitale nationale. Ce montant comprend également quelque 956 ETP pour les intervieweurs en poste à l'extérieur de la région de la capitale nationale (environ 1 800 intervieweurs). Ces intervieweurs sont des travailleurs à temps partiel dont la semaine de travail est déterminée par le volume de travail de collecte disponible; ils sont embauchés au titre de la *Loi sur la statistique*, en vertu des pouvoirs du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Les intervieweurs sont régis par deux conventions collectives distinctes, et ils sont embauchés par l'intermédiaire des Opérations des enquêtes statistiques. Nombre des principaux résultats de Statistique Canada reposent en grande partie sur la collecte des données, laquelle se déroule dans les régions.

Sur les 956 ETP pour les intervieweurs, 318 ETP (environ 600 intervieweurs) sont financés à même les revenus disponibles.

L'écart entre les ressources humaines (ETP) réelles et prévues pour 2015-2016 s'explique essentiellement par un changement dans la production des rapports. En effet, les intervieweurs sont désormais inclus dans le total des ETP, c.-à-d. à compter de l'exercice 2016-2017 pour le *Rapport sur les plans et les priorités*, et de l'exercice 2015-2016 pour le *Rapport ministériel sur le rendement*.

Sommaire du rendement budgétaire

Sommaire du rendement budgétaire pour les programmes et les Services internes (en dollars)

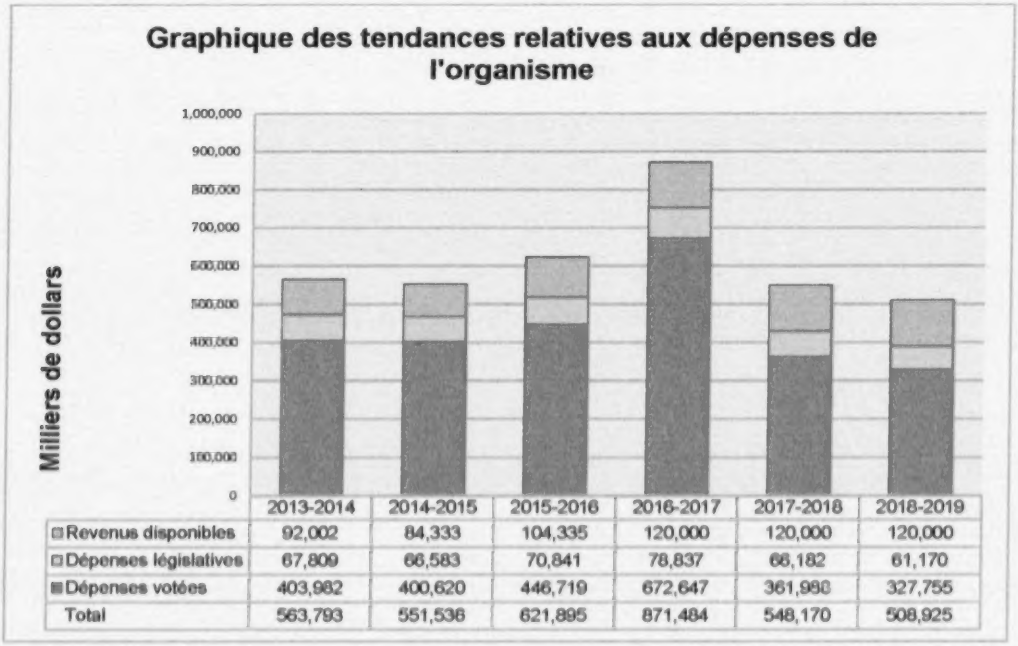
Programmes et Services internes	Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017	Dépenses prévues 2017-2018	Autorisations totales pouvant être utilisées 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2014-2015	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2013-2014
Statistique économique et environnementale	127 982 162	127 982 162	128 535 138	128 966 864	129 904 043	130 488 036	132 627 053	130 781 314
Statistique socioéconomique	94 887 730	94 887 730	100 763 339	98 938 776	101 692 699	101 784 521	100 399 795	103 547 956
Recensements	153 382 820	153 382 820	374 123 155	53 228 283	143 077 849	143 002 356	69 835 205	57 036 722
Infrastructure statistique	105 110 975	105 110 975	97 950 720	96 525 394	108 827 938	87 473 605	116 399 563	135 719 900
Sous-total	**481 363 687**	**481 363 687**	**701 372 352**	**377 659 317**	**483 502 529**	**462 748 518**	**419 261 616**	**427 085 892**
Services statistiques à frais recouvrables	112 060 852	112 060 852	112 025 384	112 025 384	112 025 384	96 359 919	76 333 208	80 001 693
Sous-total	**112 060 852**	**112 060 852**	**112 025 384**	**112 025 384**	**112 025 384**	**96 359 919**	**76 333 208**	**80 001 693**
Services internes	51 666 281	51 666 281	58 086 277	58 485 569	62 163 757	62 786 663	55 940 845	56 705 219
Dépenses brutes totales	645 090 820	645 090 820	871 484 013	548 170 270	657 691 670	621 895 100	551 535 669	563 792 804
Revenus disponibles	-120 000 000	-120 000 000	-120 000 000	-120 000 000	-120 000 000	-104 334 535	-84 333 208	-92 281 029
Total des dépenses nettes	**525 090 820**	**525 090 820**	**751 484 013**	**428 170 270**	**537 691 670**	**517 560 565**	**467 202 461**	**471 511 775**

L'écart entre les exercices s'explique par la nature cyclique des programmes de recensement.

La section suivante renferme de plus amples renseignements ventilés par programme.

Tendances relatives aux dépenses du ministère

Les tendances relatives aux dépenses prévues et réelles au fil du temps sont présentées au moyen du graphique à barres des tendances relatives aux dépenses de l'organisme.



	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Revenus disponibles	92,002	84,333	104,335	120,000	120,000	120,000
Dépenses législatives	67,809	66,583	70,841	78,837	66,182	61,170
Dépenses votées	403,982	400,620	446,719	672,647	361,988	327,755
Total	563,793	551,536	621,895	871,484	548,170	508,925

Note : Selon le financement approuvé du Budget principal des dépenses.

Comme le montre le graphique ci-dessus sur les tendances relatives aux dépenses de l'organisme, les dépenses votées atteignent un sommet en 2016-2017, au moment de la tenue du Recensement de la population de 2016 et du Recensement de l'agriculture de 2016, et baissent de façon marquée en 2017-2018, au moment où ces activités commencent à diminuer.

Dépenses par crédit voté

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dépenses votées et des dépenses législatives de Statistique Canada, veuillez consulter les *Comptes publics du Canada 2016*[vi].

Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental

Harmonisation des dépenses réelles pour 2015-2016 avec le Cadre pangouvernemental[vii] (en dollars)

Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement du Canada	Dépenses réelles 2015-2016
Statistique économique et environnementale	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	130 488 036
Statistique socioéconomique	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	101 784 521
Recensements	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	143 002 356
Infrastructure statistique	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	87 473 605
Services statistiques à frais recouvrables	Affaires gouvernementales	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens	0

Total des dépenses par secteur de dépenses (en dollars)

Secteur de dépenses	Total des dépenses prévues	Total des dépenses réelles
Affaires économiques	0	0
Affaires sociales	0	0
Affaires internationales	0	0
Affaires gouvernementales	481 363 687	462 748 518

États financiers et Faits saillants des états financiers

Veuillez noter que les chiffres présentés dans cette section sont calculés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, laquelle diffère de la méthode de la comptabilité de caisse, dans le cadre de laquelle les crédits du gouvernement sont votés. Les écarts sont rapprochés à la note 3a) des états financiers de 2015-2016 de l'organisme.

États financiers

Les états financiers[viii] sont disponibles sur le site Web de Statistique Canada.

Faits saillants des états financiers

Les faits saillants financiers compris dans le présent rapport visent à servir d'aperçu général de la situation et des activités financières de Statistique Canada et devraient être consultés en parallèle avec les états financiers de Statistique Canada pour 2015-2016.

État condensé des opérations (non audité)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (en dollars)

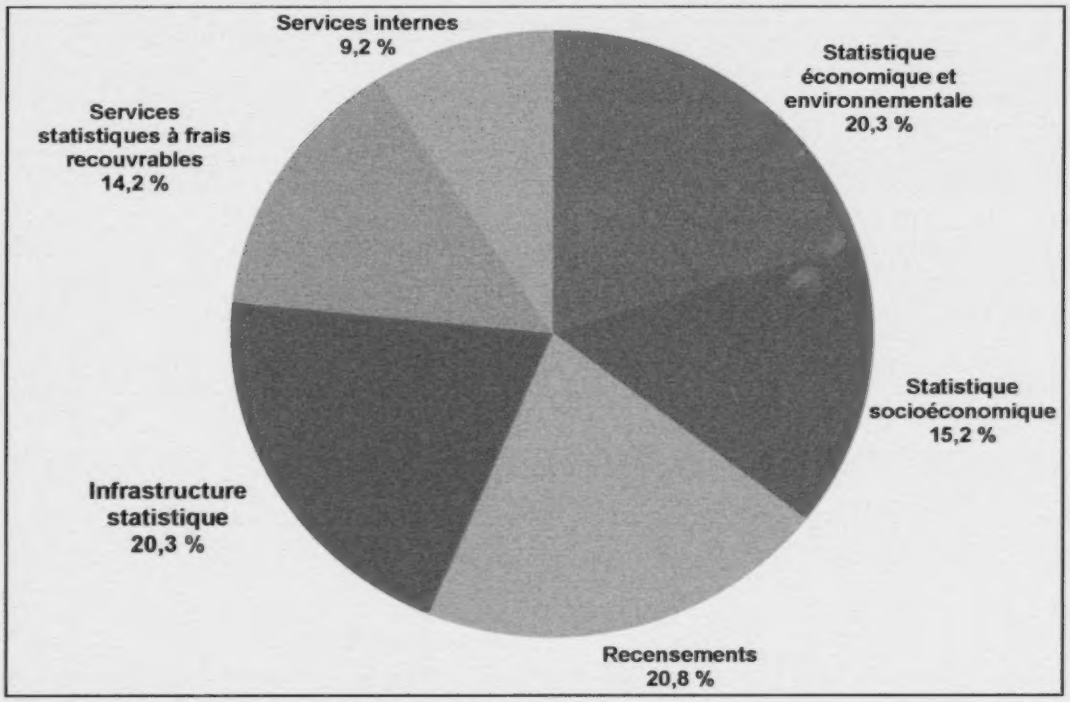
Information financière	Résultats prévus 2015-2016	Résultats réels 2015-2016	Résultats réels 2014-2015	Écart (résultats réels 2015-2016 moins résultats prévus 2015-2016)	Écart (résultats réels 2015-2016 moins résultats réels 2014-2015
Total des charges	696 476 416	731 502 346	608 841 186	35 025 930	122 661 160
Total des revenus	86 656 675	103 137 103	84 770 468	16 480 428	18 366 635
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	609 819 741	628 365 243	524 070 718	18 545 502	104 294 525

Le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts s'est élevé à 628,4 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 104,3 millions de dollars (19,9 %) par rapport aux 524,1 millions de dollars de 2014-2015. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse des dépenses associées au programme du Recensement de la population de 2016 et à l'enregistrement d'une provision pour le passif éventuel.

L'écart entre les coûts nets prévus et réels pour 2015-2016 est de 18,5 millions de dollars (3,0 %). Cette augmentation s'explique surtout par une provision pour le passif éventuel, qui a été compensée par une hausse des revenus découlant de nouveaux projets à frais recouvrables.

De plus amples renseignements sur la répartition des dépenses par programme et par type sont fournis dans les deux graphiques ci-dessous.

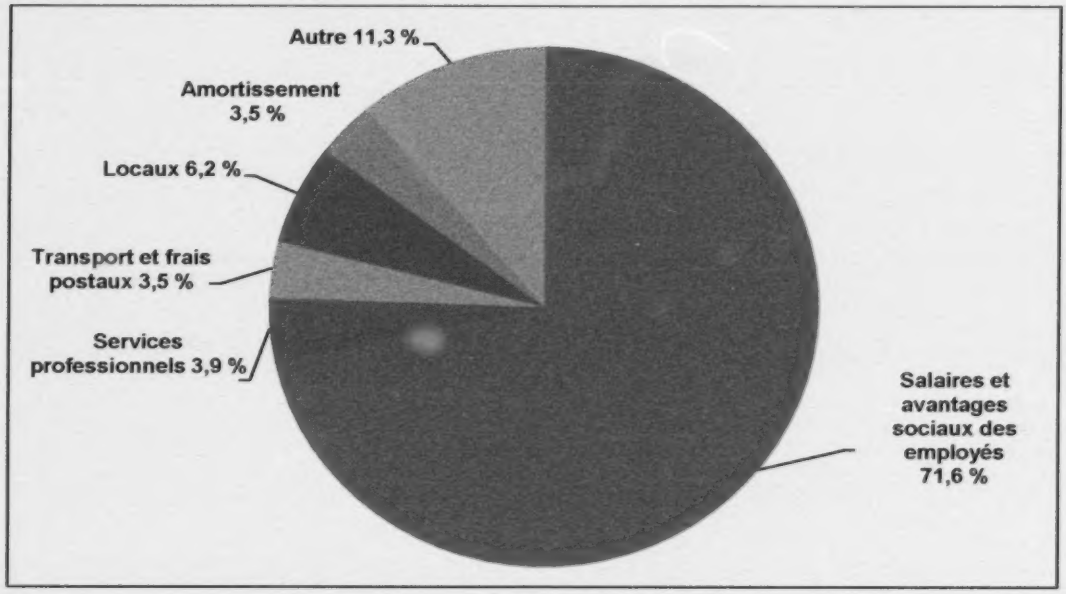
Dépenses brutes par activité de programme[1]



Les dépenses totales, y compris les revenus disponibles et les services fournis sans frais par d'autres ministères et organismes, se sont chiffrées à 731,5 millions de dollars en 2015-2016. Les dépenses comprennent les suivantes : Recensements, 152,1 millions de dollars (20,8 %); Infrastructure statistique, 148,7 millions de dollars (20,3 %); Statistique économique et environnementale, 148,3 millions de dollars (20,3 %); Statistique socioéconomique, 111,4 millions de dollars (15,2 %); Services statistiques à frais recouvrables, 103,7 millions de dollars (14,2 %); Services internes, 67,3 millions de dollars (9,2 %).

1. Dépenses brutes : dépenses totales, y compris les revenus disponibles.

Dépenses brutes par type



Statistique Canada a dépensé 731,5 millions de dollars en 2015-2016. Les dépenses comprennent les suivantes : salaires et avantages sociaux des employés, 523,8 millions de dollars (71,6 %); locaux, 45,4 millions de dollars (6,2 %); services professionnels, 28,7 millions de dollars (3,9 %); amortissement, 25,3 millions de dollars (3,5 %); transport et frais postaux, 25,5 millions de dollars (3,5 %); autres dépenses, 82,8 millions de dollars (11,3 %).

État condensé de la situation financière (non audité)
Au 31 mars 2016 (en dollars)

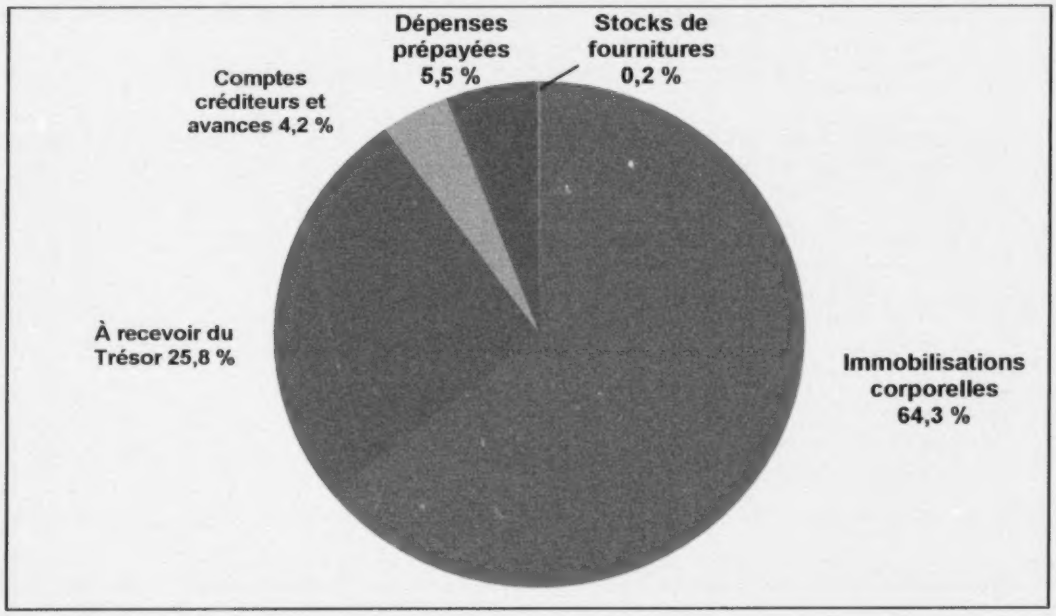
Information financière	2015-2016	2014-2015	Écart (2015-2016 moins 2014-2015)
Total des passifs nets	159 294 338	107 568 254	51 726 084
Total des actifs financiers nets	68 387 856	55 310 848	13 077 008
Dette nette du ministère	90 906 482	52 257 406	38 649 076
Total des actifs non financiers	160 058 640	145 833 856	14 224 784
Situation financière nette du ministère	69 152 158	93 576 450	-24 424 292

L'état des résultats prospectif[ix] de l'organisme est accessible sur le site Web de Statistique Canada.

La situation financière nette de Statistique Canada s'établissait à 69,2 millions de dollars à la fin de 2015-2016, ce qui constitue une diminution de 24,4 millions de dollars par rapport à la situation financière nette de 2014-2015 qui se situait à 93,6 millions de dollars. Cette diminution s'explique principalement par l'enregistrement d'une provision pour le passif éventuel. Elle est toutefois atténuée par une augmentation du total des actifs financiers et non financiers, laquelle est principalement attribuable au Programme du Recensement de 2016.

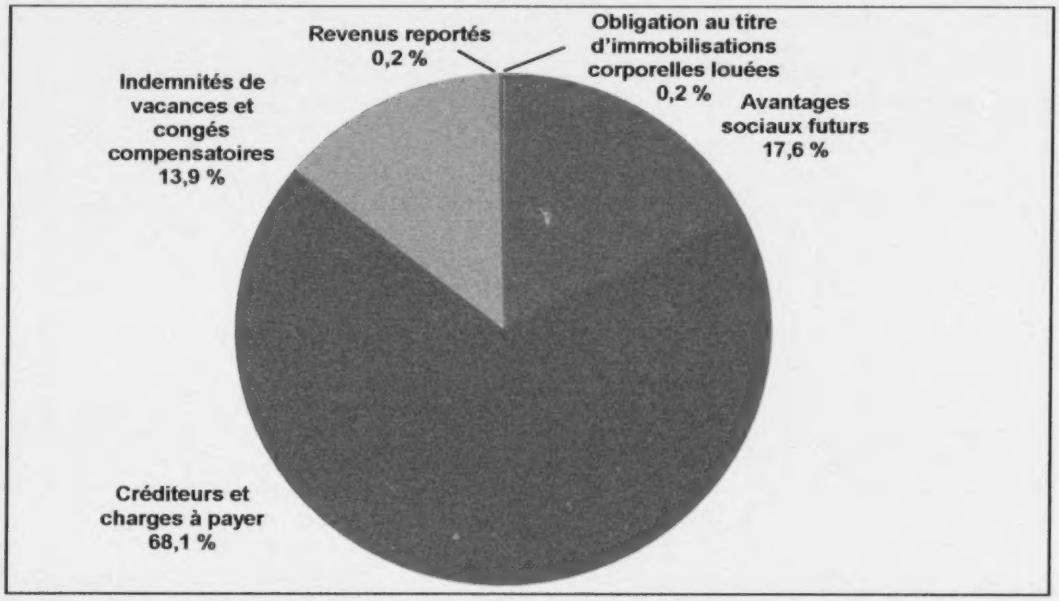
De plus amples renseignements sur la répartition des bilans dans l'État de la situation financière sont fournis dans les deux graphiques ci-après.

Actifs par type



Le total des actifs, y compris les actifs financiers et non financiers, s'établissait à 228,4 millions de dollars à la fin de 2015-2016. Les immobilisations corporelles représentent la partie la plus importante des actifs, soit 146,9 millions de dollars (64,3 %). Ces actifs comprennent les logiciels (93,2 millions de dollars), les logiciels en voie de développement (37,2 millions de dollars), les améliorations locatives (14,0 millions de dollars) et d'autres actifs (2,5 millions de dollars). La partie qui reste comprend les montants à recevoir du Trésor, 58,9 millions de dollars (25,8 %); les dépenses prépayées, 12,7 millions de dollars (5,5 %); les comptes créditeurs et avances, 9,5 millions de dollars (4,2 %); les stocks de fournitures, 0,4 million de dollars (0,2 %).

Passifs par type



Le total des passifs s'élevait à 159,3 millions de dollars à la fin de 2015-2016. Les comptes créditeurs et charges à payer constituent la partie la plus importante, soit 108,5 millions de dollars (68,1 %) du passif total. Ces passifs comprennent les comptes créditeurs des parties externes (29,4 millions de dollars); les comptes créditeurs des autres ministères et organismes du gouvernement fédéral (4,7 millions de dollars); les traitements et salaires courus (31,0 millions de dollars); les autres comptes créditeurs (43,4 millions de dollars). Les futurs avantages sociaux des employés représentent la deuxième plus grande partie du passif, soit 28,1 millions de dollars (17,6 %) du passif total. Les indemnités de vacances et congés compensatoires représentent 22,1 millions de dollars (13,9 %) du total. La partie qui reste est composée des revenus reportés et de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées, soit 0,6 million de dollars (0,4 %).

Section III : Analyse des programmes et des Services internes

La présente section porte sur les activités des programmes de Statistique Canada ainsi que sur les ressources financières et non financières consacrées à chacune de ces activités. On indique, pour chaque programme, les activités prévues, les indicateurs, les cibles et le calendrier.

Programmes

- Statistique économique et environnementale
- Statistique socioéconomique
- Recensements
- Infrastructure statistique
- Services statistiques à frais recouvrables

Programme 1 : Statistique économique et environnementale

Description

Le programme de la Statistique économique et environnementale a pour objectif de créer une source fiable, pertinente et exhaustive d'information sur l'ensemble de l'économie canadienne, afin d'éclairer le débat public concernant les questions économiques, d'appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques, et de guider les entreprises dans leurs décisions. Ce programme représente la principale source d'information pour l'élaboration des politiques fiscales et monétaires du pays et pour l'étude de l'évolution économique des industries et des régions au Canada.

Ces statistiques permettent de satisfaire diverses exigences législatives, notamment celles prévues dans le *Règlement sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*, la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, les accords sur les revendications territoriales et l'Entente intégrée globale de coordination fiscale concernant la taxe de vente harmonisée.

Les données sont aussi essentielles pour la recherche et l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques effectuées par un certain nombre de ministères et organismes fédéraux, comme la Banque du Canada, le ministère des Finances Canada, Industrie Canada[1], Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada[2], ainsi que par les gouvernements provinciaux et territoriaux.

Elles sont largement utilisées par le secteur privé à des fins de planification opérationnelle et de prise de décisions, de même que par des organismes internationaux, comme le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation des Nations Unies.

Parmi les produits figurent les mesures mensuelles et annuelles du produit intérieur brut, l'Indice des prix à la consommation (IPC), les indicateurs actuels du commerce de détail et de gros, les statistiques sur les exportations et les importations canadiennes de marchandises, les estimations des revenus et des dépenses agricoles, les statistiques du transport et les statistiques nécessaires à l'analyse des relations entre l'activité humaine et l'environnement au Canada.

1. Maintenant désigné sous le nom d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.
2. Maintenant désigné sous le nom d'Affaires mondiales Canada.

Analyse du rendement du programme et leçons retenues

Activités en 2015-2016

En 2015-2016, dans le cadre du programme de la Statistique économique et environnementale, Statistique Canada a continué de produire des statistiques économiques et environnementales ponctuelles et exactes ainsi que des produits de données analytiques. Toujours dans le cadre de ce programme, l'organisme a également continué de produire des statistiques dans des domaines clés, comme l'environnement, l'énergie et la stabilité financière, tout en maintenant ou en améliorant la qualité et l'actualité des données auxquelles les utilisateurs s'attendent.

De plus, Statistique Canada a continué de gérer et de réduire le fardeau de réponse. Pour ce faire, l'organisme a examiné les changements apportés au contenu afin de s'assurer que les données demandées n'étaient pas déjà disponibles à partir d'autres sources et que la taille des échantillons était gérée de façon appropriée. Statistique Canada a également passé en revue les enquêtes existantes afin de déterminer les chevauchements possibles de données et mené des études d'impact et de faisabilité afin de déterminer et de réduire la probabilité que des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises, soient sélectionnées pour participer à plusieurs enquêtes. En outre, Statistique Canada a pris des mesures pour adopter promptement la déclaration électronique, le mode de collecte que favorisent de nombreuses entreprises.

Au cours de cet exercice, Statistique Canada a mené une révision exhaustive du Système canadien des comptes macroéconomiques. À la fin de 2015, l'organisme a diffusé des estimations des comptes macroéconomiques qui intégraient des révisions statistiques davantage harmonisées aux normes internationales. La révision exhaustive a eu une incidence sur tous les programmes des Comptes macroéconomiques, y compris les Comptes économiques provinciaux et territoriaux ainsi que les Comptes nationaux des revenus et des dépenses trimestriels. Les changements importants ont inclus des améliorations aux statistiques (notamment des estimations plus détaillées des comptes gouvernementaux et des estimations révisées du stock de capital du Canada), des modifications au traitement des régimes de retraite à prestations déterminées afin de les rendre conformes aux normes internationales et l'ajout du patrimoine en ressources naturelles aux comptes trimestriels du bilan national. Une autre réalisation importante a été la diffusion progressive de la révision des statistiques de finances publiques.

En 2015-2016, l'organisme a réalisé des progrès quant à la mise en œuvre d'un cadre pour les statistiques environnementales. L'une des priorités relatives à ce cadre était l'élaboration de nouveaux comptes pour la couverture terrestre et l'utilisation des terres. Le numéro de 2015 de la publication annuelle *L'activité humaine et l'environnement* contenait une analyse et une présentation des changements historiques au chapitre de la couverture terrestre et de l'utilisation des terres dans les régions métropolitaines du Canada. Des fichiers de données géospatiales téléchargeables ont été offerts pour la toute première fois dans le cadre du programme de l'Environnement. Des comptes des flux physiques à

jour au chapitre de la consommation d'eau, de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre ont également été diffusés.

Le Programme intégré de la statistique des entreprises (PISE) est une initiative qui vise à augmenter l'efficience et la robustesse de l'infrastructure d'enquête. Une fois l'initiative achevée, le PISE fournira un environnement de traitement commun à environ 150 enquêtes auprès des entreprises. En 2015-2016, les données de 60 enquêtes économiques annuelles ont été recueillies, traitées, analysées et diffusées par le truchement du PISE. Le changement le plus important a été l'adoption des questionnaires électroniques, qui s'est traduit par une qualité des données améliorée, un fardeau allégé et des activités simplifiées et efficaces.

En 2015-2016, Statistique Canada a tiré parti des travaux effectués dans le cadre de l'Initiative pluriannuelle d'amélioration de l'Indice des prix à la consommation, qui a pris fin récemment. L'IPC est la mesure de l'inflation la plus citée au Canada. D'autres améliorations ont permis d'accroître la pertinence et la robustesse de l'IPC et de faire en sorte qu'il réponde mieux aux besoins des ménages, des entreprises et du secteur public. Parmi les faits saillants figurent l'élaboration d'un programme de mise à jour cyclique, afin de veiller à ce que les méthodes et les systèmes de l'IPC soient toujours à jour, ainsi que l'expérimentation de diverses sources de rechange pour les données sur les prix, afin de déterminer si l'on peut réduire la dépendance traditionnelle à l'égard des relevés de prix en magasin.

Statistique Canada a également mené une enquête sur les technologies de pointe utilisées par les entreprises canadiennes. L'enquête visait à déterminer l'investissement effectué dans les technologies de pointe dans le secteur privé, ainsi que l'utilisation qui en est faite. Elle visait en outre à déterminer les obstacles à l'utilisation de ces technologies. Les résultats ont été diffusés en 2015-2016.

Statistique Canada a commencé à mettre à jour la conception de bases de données et l'environnement de traitement utilisé pour l'enquête sur la propriété menée en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Cette mise à jour permettra à Statistique Canada d'automatiser les annexes de la réglementation mise à jour récemment et d'accroître la souplesse du programme, en vue de répondre aux besoins de données émergents, comme la mondialisation, les fusions et les acquisitions. En outre, l'organisme a adopté le questionnaire électronique comme unique mode de collecte pour l'enquête sur la propriété, ce qui a permis d'améliorer la qualité et la sécurité des données et de réduire le fardeau pour les répondants.

L'organisme procède actuellement à un certain nombre d'investissements clés dans la qualité de son programme de comptes internationaux. Statistique Canada a diffusé de nouvelles données sur les activités de sociétés affiliées à l'étranger exerçant des activités au Canada, ainsi que sur celles des sociétés canadiennes affiliées qui exercent leurs activités à l'étranger. Ces données présentent un nouvel éclairage sur les liens entre l'économie canadienne et l'économie mondiale. Statistique Canada a également diffusé des estimations

des exportations à valeur ajoutée, qui donnent aux utilisateurs un nouveau point de vue sur les échanges commerciaux du Canada avec le reste du monde. Enfin, l'organisme a élaboré et mis à l'essai plusieurs nouveaux instruments de collecte qui fourniront aux utilisateurs de nouvelles mesures du commerce international de services et du rôle du Canada dans les chaînes de valeur mondiales.

Plusieurs autres enquêtes font actuellement l'objet d'un remaniement. Plus particulièrement, Statistique Canada a apporté des changements aux enquêtes du programme de la Statistique de l'énergie en vue de combler les lacunes dans les données, d'améliorer la qualité des données et de réduire le fardeau de réponse. En outre, l'organisme a poursuivi ses activités d'analyse dans le cadre de son programme de la productivité multifactorielle, de la dynamique des entreprises et de la nature changeante de l'économie canadienne. Dans le cadre de ce programme, l'organisme a produit des rapports analytiques sur la mesure et les déterminants de la croissance de la productivité dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, sur les améliorations quant aux méthodes utilisées pour mesurer la productivité du sous-secteur des établissements de soins pour bénéficiaires internes et sur les liens entre la participation aux chaînes de valeur mondiales et la croissance de la productivité à l'échelle des entreprises. Par l'entremise de ce programme, Statistique Canada a aussi mené un examen des obstacles aux échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis avant et après les événements du 11 septembre et produit une enquête sur la nature changeante des travailleurs indépendants exploitant une entreprise non constituée en société et sur l'importance de ceux-ci dans le paysage de l'emploi au Canada. Statistique Canada a également diffusé de nouvelles estimations trimestrielles expérimentales sur les entrées et sorties d'entreprises et sur les changements connexes relatifs à l'emploi. Enfin, l'organisme a continué d'améliorer la capacité du Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique afin de permettre aux analystes de l'extérieur venant des administrations publiques, des établissements de recherche et des universités d'utiliser les microdonnées d'entreprise à des fins de recherche.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Autorisations totales pouvant être utilisées 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2015-2016
127 982 162	127 982 162	129 904 043	130 488 036	2 505 874

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2015-2016	Ressources réelles 2015-2016	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2015-2016
1 197	1 384	187

L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles découlent principalement des activités suivantes :

- les dépenses en salaires remboursées par le Conseil du Trésor (par exemple, le paiement des congés parentaux);
- un transfert budgétaire permanent du sous-programme de l'Analyse des statistiques socioéconomiques au programme de la Statistique socioéconomique.

L'écart entre le nombre d'équivalents temps plein (ETP) réel et prévu s'explique essentiellement par un changement dans la production des rapports. À compter de l'exercice 2016-2017 pour le *Rapport sur les plans et les priorités*, et de l'exercice 2015-2016 pour le *Rapport ministériel sur le rendement*, les intervieweurs sont inclus dans le total des ETP. De plus, le nombre d'ETP varie toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Résultats du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les Canadiens et les organismes des secteurs public et privé utilisent les statistiques économiques et environnementales pour surveiller l'économie, élaborer des politiques et faire de la recherche.	Corrections postérieures à la diffusion pour des raisons d'exactitude	≤ 4 diffusions ou ≤ 2 % des diffusions	0,80 %
	Pourcentage de produits de données diffusés comme prévu	95 %	100 %
	Métadonnées à jour dans la Base de métadonnées intégrée	Parfaitement conforme	Lacunes mineures
	Pourcentage de guides de référence techniques à jour[1]	Parfaitement conforme	Parfaitement conforme

1. Cet indicateur remplace l'indicateur inclus dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2015-2016*, « Documentation du guide de l'utilisateur à jour ».

Le programme de la Statistique économique et environnementale a atteint ses cibles de rendement en ce qui concerne la diffusion de statistiques économiques et environnementales ponctuelles et exactes. Sur le plan de l'exactitude, le programme est sur la bonne voie d'atteindre sa cible, puisque 0,8 % des publications ont été corrigées au cours

de l'exercice. En ce qui concerne l'actualité, le programme a dépassé sa cible; 100 % des produits ayant été diffusés conformément au calendrier établi.

Afin de s'assurer que les utilisateurs ont accès à l'orientation dont ils ont besoin pour tirer pleinement profit des vastes fonds de renseignements de Statistique Canada, l'organisme doit fournir au public des documents détaillés et à jour. En 2015-2016, l'objectif de Statistique Canada était de déterminer les programmes statistiques qui nécessitaient des guides de référence techniques et de s'assurer que ces documents étaient assortis de feuilles de route. Tous les guides de référence techniques obligatoires fournis par le personnel du programme ont été jugés accessibles et actuels, et les feuilles de route ont été fournies conformément à ce qui était prévu. Ces feuilles de route indiquent la date à laquelle les guides de référence techniques feront l'objet de la prochaine mise à jour et seront conformes à la nouvelle Directive sur la documentation des métadonnées statistiques (en vigueur depuis janvier 2016).

En ce qui concerne les métadonnées à jour dans la Base de métadonnées intégrée (BMDI), les descriptions d'enquêtes et de programmes sur le site Web de Statistique Canada (pages de la BMDI) présentaient des lacunes mineures. Ces lacunes étaient associées à des enregistrements pour lesquels des renseignements étaient manquants sur des thèmes comme l'évaluation de la qualité, la période de collecte et les questionnaires. Au total, il a été déterminé que 160 pages d'enquêtes ou de programmes statistiques (75 %) étaient parfaitement conformes, et que 53 (25 %) présentaient des lacunes mineures. La Division des normes a commencé à communiquer avec les représentants des domaines spécialisés du programme en question afin de combler toutes les lacunes d'ici le 31 janvier 2017.

Programme 2 : Statistique socioéconomique

Description

Le programme de la Statistique socioéconomique vise à fournir des données intégrées et des analyses pertinentes sur les caractéristiques sociales et socioéconomiques des particuliers, des familles et des ménages et sur les principaux facteurs qui ont des répercussions sur leur bien-être. Cette information sert à éclairer le débat public sur les questions socioéconomiques, à soutenir l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sociales et à orienter la prise de décisions dans les secteurs public et privé. Le programme constitue la principale source d'information pour l'évaluation des répercussions de l'évolution de la situation économique sur les Canadiens.

Ces renseignements sont largement utilisés par les ministères et organismes fédéraux, comme Emploi et Développement social Canada[1], Industrie Canada, le ministère de la Justice Canada, Sécurité publique Canada, Citoyenneté et Immigration Canada[2], Patrimoine canadien, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada[3], Transports Canada et Infrastructure Canada, de même que par les administrations provinciales pour évaluer les options et les solutions de rechange en matière de politiques économiques et sociales et pour en établir les coûts.

Le programme de la Statistique socioéconomique permet de satisfaire les exigences statistiques énoncées dans les lois ou les règlements dans les domaines du travail, de l'immigration et de l'équité en matière d'emploi. Il fournit en outre de l'information, des analyses et des mesures concernant les installations, les organismes et les systèmes financés par les fonds publics qui visent à répondre aux besoins socioéconomiques et matériels des Canadiens, les caractéristiques des Canadiens et des familles qu'ils servent, ainsi que les résultats des services fournis, comme ceux fournis dans les domaines de la justice, de la santé et de l'éducation.

Analyse du rendement du programme et leçons retenues

Activités en 2015-2016

Dans le cadre du programme de la Statistique socioéconomique, Statistique Canada a continué de produire des statistiques sociales et socioéconomiques à jour et précises. Les résultats de plusieurs enquêtes socioéconomiques nouvelles ou remaniées ont été diffusés en 2015-2016.

1. Maintenant désigné sous le nom d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.
2. Maintenant désigné sous le nom d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.
3. Maintenant désigné sous le nom d'Affaires autochtones et du Nord Canada.

En 2016, l'Enquête sur la population active (EPA) – la plus importante enquête-ménage permanente de Statistique Canada – a fait l'objet d'un remaniement de son échantillon et est passée au questionnaire en ligne. Les préparatifs vont bon train en vue du remaniement des systèmes de collecte et de traitement de l'EPA, qui se déroulera sur plusieurs années, pour se terminer en 2018. En intégrant des questions supplémentaires dans l'EPA, Statistique Canada a élaboré des mesures du rendement sur le marché du travail, selon le domaine d'études, pour les titres de compétence les plus élevés et les plus récents obtenus. La collecte des données a eu lieu en 2014 et les résultats ont été diffusés en 2016.

De nouvelles données et de nouveaux produits analytiques fondés sur l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) de 2011 et l'Enquête canadienne sur l'incapacité (ECI) de 2011 ont été diffusés. Les préparatifs en vue de la réalisation de l'EAPA et de l'ECI en 2017 se sont poursuivis conformément au calendrier établi.

Les résultats de l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR) ont été diffusés en décembre 2015, y compris une série révisée de statistiques sur le revenu qui a permis la comparaison des données sur le revenu de 2012 et 2013 avec celles des années antérieures.

Pour répondre aux besoins des utilisateurs, l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS), une nouvelle enquête trimestrielle menée auprès de 100 000 entreprises, a été élaborée en 12 mois, et la première série de résultats a été publiée dans *Le Quotidien* le 13 août 2015. La réussite qu'est l'EPVS témoigne d'une collaboration interne efficace au sein de Statistique Canada, laquelle a permis à l'organisme de répondre aux besoins de données émergents par la mise en œuvre rapide d'une enquête d'envergure.

L'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) a été remaniée en 2015 afin d'en assurer la pertinence et la qualité des données continues. De même, des préparatifs ont été effectués relativement à une enquête pilote sur la santé des enfants; cette enquête sera menée en 2016. L'Enquête sur la nutrition de 2015, qui fait partie du cycle courant des enquêtes thématiques sur la santé, a permis de recueillir des données sur la consommation d'aliments et de suppléments alimentaires, sur l'apport alimentaire et sur des facteurs connexes.

En collaboration avec des représentants de l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique, Statistique Canada a mené la deuxième étape d'un projet pluriannuel visant la création et la production d'indicateurs des nouveaux contacts avec le système de justice pénale canadien ainsi que les différents parcours qui y sont associés. Les premiers résultats pour la province de la Saskatchewan seront diffusés en 2016. Des travaux ont été menés en collaboration relativement à un projet pilote portant sur les mesures du rendement des services de police, y compris la collecte de données nationales sur les appels de service.

Statistique Canada progresse bien dans le remaniement complet du Programme de l'Enquête sociale générale (ESG) et effectue la transition vers une collecte multimode intégrée. En 2015-2016, Statistique Canada a mené l'ESG sur l'emploi du temps et a

également élaboré un nouveau thème pertinent sur le plan stratégique pour l'ESG de 2016 sur les Canadiens au travail et à la maison.

L'Environnement de couplage de données sociales (ECDS) favorise l'utilisation novatrice des données administratives et des données d'enquête existantes pour répondre à d'importantes questions de recherche et éclairer les politiques socioéconomiques au moyen du couplage d'enregistrements. En 2015-2016, la version de production de l'ECDS a été lancée et plusieurs projets ont été amorcés, y compris le projet d'élargissement de la pertinence des enquêtes longitudinales.

En 2015-2016, Statistique Canada a amorcé un programme de recherche ambitieux sur l'immigration. Les études menées dans ce domaine ont permis d'obtenir de nouvelles données sur les résidents non permanents au Canada, les résultats scolaires et la situation sur le marché du travail des personnes ayant immigré durant l'enfance et les immigrants propriétaires d'entreprise. De même, l'organisme a étudié la question des hospitalisations attribuables à une maladie de l'appareil circulatoire et toutes causes confondues, selon le statut des générations parmi la population d'immigrants, en couplant les données du Recensement de 2006 aux données des hôpitaux.

Au moyen des données de multiples vagues de l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé, Statistique Canada a publié plusieurs études, y compris une enquête sur l'utilisation des contraceptifs oraux chez les femmes faisant état des écarts observés selon les caractéristiques socioéconomiques et démographiques et une autre sur le lien entre l'exposition des enfants au bisphénol A et les problèmes de comportement chez ceux-ci.

Nombre d'études ont aussi été menées sur les Autochtones, y compris sur le logement et la santé des Inuit, sur le lien entre la compréhension des langues autochtones et les résultats scolaires, et sur les tendances géographiques au chapitre du bien-être communautaire et le lien entre celui-ci et la santé des Autochtones.

Statistique Canada a aussi publié des études novatrices faisant état de l'incidence des écarts salariaux entre les régions sur la mobilité de la main-d'œuvre et les postes vacants, des comportements en matière d'épargne pour la retraite, de la satisfaction à l'égard de la vie d'une ville canadienne à une autre, ainsi que des revenus des diplômés postsecondaires dans des domaines d'études détaillés.

Les programmes d'accès aux microdonnées ont fait croître le nombre et les types de fichiers de données accessibles aux clients. Ces programmes ont également facilité l'accès aux données en améliorant les métadonnées et l'infrastructure technologique. À partir de l'infrastructure et de l'expertise établies dans les programmes d'accès, Statistique Canada a poursuivi son élaboration de l'Outil généralisé de totalisation, qui facilitera la totalisation des données des enquêtes de l'ensemble du Secteur de la statistique sociale, de la santé et du travail.

En 2015-2016, les données sur les étudiants des Maritimes provenant du Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP) ont été combinées au fil du temps

afin de faciliter l'analyse du parcours des étudiants dans le système d'éducation postsecondaire. Ce projet pilote comprenait aussi la combinaison des données sur les diplômés provenant du SIEP avec des données fiscales au fil du temps. Les résultats obtenus ont permis la réalisation de recherches sur les résultats des étudiants sur le marché du travail, un besoin d'information clé au Canada. La Plateforme de couplage de données longitudinales sur l'éducation démontre l'efficacité de la combinaison des données administratives dans le but de combler des lacunes en matière de données sans alourdir le fardeau de réponse imposé à la population canadienne.

En 2015-2016, l'organisme a aussi continué de renforcer sa capacité de modélisation des données socioéconomiques par microsimulation, y compris les modèles suivants :

- la Base de données et Modèle de simulation de politique sociale, qui permet de simuler l'incidence sur les résultats socioéconomiques de différentes interventions fiscales et autres interventions stratégiques;
- le modèle de santé de la population, qui permet de faire des évaluations comparatives de l'incidence des interventions liées à la santé sur les résultats, comme la prévalence des facteurs de risque et des maladies, les coûts et les indicateurs économiques, ainsi que l'état de santé et l'espérance de vie;
- le Modèle de gestion des risques de cancer, qui permet d'évaluer l'incidence des programmes de lutte contre le cancer sur la santé de la population et l'économie. Les programmes de lutte contre le cancer comprennent la réduction du tabagisme, le dépistage organisé du cancer colorectal et du cancer du poumon et l'évaluation des nouvelles options de traitement;
- le modèle Demosim génère des projections démographiques en tenant compte de caractéristiques clés liées à la diversité ethnoculturelle de la population, comme les populations de minorités visibles et les populations autochtones.

Des travaux ont commencé relativement à une nouvelle plateforme pour un modèle dynamique simple. Ce modèle comprend des modules démographiques sur la mortalité, la migration interprovinciale ainsi que l'immigration et l'émigration, et des modules sur l'éducation, les gains et le revenu.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Autorisations totales pouvant être utilisées 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2015-2016
94 887 730	94 887 730	101 692 699	101 784 521	6 896 791

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2015-2016	Ressources réelles 2015-2016	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2015-2016
644	1 136	492

L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles découlent principalement des activités suivantes :

- les dépenses en salaires remboursées par le Conseil du Trésor (par exemple, le paiement des congés parentaux);
- une réaffectation de fonds effectuée durant l'exercice du programme de l'Infrastructure statistique à l'Enquête sur la population active afin de mieux harmoniser les ressources avec les priorités de Statistique Canada;
- un report budgétaire d'exercices précédents afin de tenir compte de la nature cyclique de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes;
- un transfert budgétaire permanent du programme de la Statistique socioéconomique au sous-programme de l'Analyse des statistiques socioéconomiques.

L'écart entre le nombre d'équivalents temps plein (ETP) réel et prévu s'explique essentiellement par un changement dans la production des rapports. À compter de l'exercice 2016-2017 pour le *Rapport sur les plans et les priorités*, et de l'exercice 2015-2016 pour le *Rapport ministériel sur le rendement*, les intervieweurs sont inclus dans le total des ETP. De plus, le nombre d'ETP varie toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Résultats du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les Canadiens et les organismes des secteurs public et privé utilisent les statistiques socioéconomiques pour élaborer des politiques et faire de la recherche.	Corrections postérieures à la diffusion pour des raisons d'exactitude	≤ 4 diffusions ou ≤ 2 % des diffusions	0 %
	Pourcentage de produits de données diffusés comme prévu	95 %	100 %
	Métadonnées à jour dans la Base de métadonnées intégrée	Parfaitement conforme	Lacunes mineures
	Pourcentage de guides de référence techniques à jour[1]	Parfaitement conforme	Parfaitement conforme

1. Cet indicateur remplace l'indicateur inclus dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2015-2016*, « Documentation du guide de l'utilisateur à jour ».

Le programme de la Statistique socioéconomique a dépassé ses cibles de rendement en ce qui concerne la diffusion de statistiques économiques et environnementales ponctuelles et exactes. Aucune diffusion n'a nécessité de corrections et 100 % des produits ont été diffusés conformément au calendrier établi pendant l'exercice.

Afin de s'assurer que les utilisateurs ont accès à l'orientation dont ils ont besoin pour tirer pleinement profit des vastes fonds de renseignements de Statistique Canada, l'organisme doit fournir au public des documents détaillés et à jour. En 2015-2016, l'objectif de Statistique Canada était de déterminer les programmes statistiques qui nécessitaient des guides de référence techniques et de s'assurer que ces documents étaient assortis de feuilles de route. Tous les guides de référence techniques obligatoires fournis par le personnel du programme ont été jugés accessibles et actuels, et les feuilles de route ont été fournies conformément à ce qui était prévu. Ces feuilles de route indiquent la date à laquelle les guides de référence techniques feront l'objet de la prochaine mise à jour et seront conformes à la nouvelle Directive sur la documentation des métadonnées statistiques (en vigueur depuis janvier 2016).

En ce qui concerne les métadonnées à jour dans la Base de métadonnées intégrée (BMDI), les descriptions d'enquêtes et de programmes sur le site Web de Statistique Canada (pages de la BMDI) présentaient des lacunes mineures. Ces lacunes étaient associées à des enregistrements pour lesquels des renseignements étaient manquants sur des thèmes comme les dates de fin des programmes, l'évaluation de la qualité et les questionnaires. Au total, il a été déterminé que 50 pages d'enquêtes ou de programmes statistiques (78 %) étaient parfaitement conformes, et que 14 (22 %) présentaient des lacunes mineures. La Division des normes a commencé à communiquer avec les représentants des domaines spécialisés du programme en question afin de combler toutes les lacunes d'ici le 31 janvier 2017.

Programme 3 : Recensements

Description

L'objectif du programme des Recensements consiste à produire des données et des analyses et à fournir des services statistiques, en vue de mesurer les changements qui touchent la population du Canada, ses caractéristiques démographiques de même que le secteur agricole. Le programme pose les fondements pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé et pour la recherche et l'analyse dans les domaines qui préoccupent la population du Canada. Il comprend le Recensement de la population (ainsi que l'Enquête nationale auprès des ménages) et le Recensement de l'agriculture.

Le Recensement de la population fournit des données détaillées sur des sous-groupes de population pour de petites régions géographiques, qui sont nécessaires pour évaluer l'incidence des initiatives stratégiques ciblées et qui servent de base pour d'autres enquêtes statistiques. Les chiffres et les estimations de population sont utilisés pour déterminer les limites des circonscriptions électorales, la répartition des paiements de transfert fédéraux, ainsi que le transfert et la répartition des crédits entre les administrations publiques régionales et municipales, les conseils scolaires et les autres organismes locaux dans les provinces.

Le Recensement de l'agriculture dresse un portrait complet du secteur agricole à l'échelle nationale, provinciale et infraprovinciale, et il est obligatoire aux termes de la *Loi sur la statistique*.

Le programme répond aux exigences statistiques énoncées dans la Constitution et permet de donner suite à celles prévues dans les lois et les instruments réglementaires. Toutes les mesures par habitant comprises dans les politiques et les arrangements fiscaux et les autres analyses économiques, ainsi que celles liées à la planification des programmes et des services, proviennent des données statistiques de ce programme.

Analyse du rendement du programme et leçons retenues

Activités en 2015-2016

À la fin de 2015, le gouvernement du Canada a annoncé sa décision de rétablir le questionnaire détaillé du recensement. Tous les changements nécessaires à la mise en œuvre de cette décision ont été apportés, tant aux questionnaires papier qu'aux questionnaires électroniques, ainsi qu'aux systèmes de collecte et de traitement. Les préparatifs relatifs aux activités de collecte ont été effectués, y compris les suivants :

- mener une mise à l'essai opérationnelle des systèmes et de l'infrastructure connexe;
- ouvrir des bureaux satellites et recruter des fonctionnaires;
- veiller à l'installation définitive du Centre des opérations des données;

- imprimer les questionnaires et les lettres pour la collecte et préparer les cartes et autres outils géographiques à l'appui des opérations;
- mettre au point la campagne de communication, y compris la publicité payée.

Dans le Nord du Canada, la collecte a commencé en février 2016.

À l'appui du Recensement de la population, Statistique Canada a élaboré une stratégie de communication intégrée fondée sur des pratiques de marketing social proactif afin de rédiger et de diffuser des messages visant à encourager les Canadiens à répondre aux questionnaires par eux-mêmes. Cette stratégie a permis d'adopter une démarche multimodale et de mettre en œuvre des approches économiques comportementales afin de cibler des populations qui ont été difficiles à dénombrer dans le cadre des recensements précédents. Ces approches ont été conçues dans le but de réduire les coûts opérationnels en diminuant le nombre de suivis des cas de non-réponse.

Statistique Canada a également multiplié les efforts d'élaboration concernant le Recensement de l'agriculture de 2016. Ces efforts comprenaient l'élaboration de méthodes, de processus et d'outils; la mise à l'essai de systèmes et d'outils; l'analyse des résultats; l'intégration des leçons apprises des recensements précédents. La collecte des données auprès des exploitations agricoles les plus grandes et complexes a commencé en 2015-2016. L'organisme a également entrepris les derniers préparatifs pour le début de la principale période de collecte de données, en 2016-2017. Ces travaux comprennent un examen continu de la façon dont les sources et technologies administratives, comme la télédétection, peuvent améliorer la qualité et l'efficience du programme et réduire le fardeau de réponse.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

	Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Autorisations totales pouvant être utilisées 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2015-2016
Dépenses brutes	153 382 820	153 382 820	143 077 849	143 002 356	-10 380 464
Revenus disponibles	-7 939 148	-7 939 148	-7 974 616	-7 974 616	-35 468
Dépenses nettes	145 443 672	145 443 672	135 103 233	135 027 740	-10 415 932

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

	Ressources prévues 2015-2016	Ressources réelles 2015-2016	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2015-2016
Dépenses brutes	959	1 087	128
Revenus disponibles	-34	-60	-26
Dépenses nettes	925	1 027	102

L'écart entre les dépenses prévues et réelles est principalement attribuable aux reports de fonds de 2015-2016 à 2016-2017.

L'écart entre le nombre d'équivalents temps plein réel et prévu est attribuable à la réception de fonds en cours d'exercice pour le contenu supplémentaire du questionnaire détaillé du Recensement de 2016 et à des changements dans les dépenses salariales prévues qui ont eu lieu après la présentation du *Rapport sur les plans et les priorités 2015-2016*. En raison de la nature cyclique du programme des Recensements, son budget et son profil de dépenses peuvent varier légèrement entre les années.

Résultats du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les Canadiens et les responsables de l'établissement des politiques gouvernementales utilisent les données du Recensement de la population et du Recensement de l'agriculture pour prendre des décisions éclairées.	Métadonnées à jour dans la Base de métadonnées intégrée	Parfaitement conforme	Lacunes mineures
	Pourcentage de guides de référence techniques à jour[1]	Parfaitement conforme	Parfaitement conforme

1. Cet indicateur remplace l'indicateur inclus dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2015-2016*, « Documentation du guide de l'utilisateur à jour ».

Afin de s'assurer que les utilisateurs ont accès à l'orientation dont ils ont besoin pour tirer pleinement profit des vastes fonds de renseignements de Statistique Canada, l'organisme doit fournir au public des documents détaillés et à jour. En 2015-2016, l'objectif de Statistique Canada était de déterminer les programmes statistiques qui nécessitaient des guides de référence techniques et de s'assurer que ces documents étaient assortis de feuilles de route. Tous les guides de référence techniques obligatoires fournis par le personnel du

programme ont été jugés accessibles et actuels, et les feuilles de route ont été fournies conformément à ce qui était prévu. Ces feuilles de route indiquent la date à laquelle les guides de référence techniques feront l'objet de la prochaine mise à jour et seront conformes à la nouvelle Directive sur la documentation des métadonnées statistiques (en vigueur depuis janvier 2016).

En ce qui concerne les métadonnées à jour dans la Base de métadonnées intégrée (BMDI), les descriptions d'enquêtes et de programmes sur le site Web de Statistique Canada (pages de la BMDI) présentaient des lacunes mineures. Ces lacunes concernaient des questionnaires de contre-vérification des dossiers du Recensement de la population manquants; ainsi que l'absence d'une évaluation de la qualité et des questionnaires manquants relatifs à l'Enquête sur la mise à jour de la base de sondage agricole. Au total, il a été déterminé que 4 pages d'enquêtes ou de programmes statistiques (67 %) étaient parfaitement conformes, et que 2 (33 %) présentaient des lacunes mineures. Les dossiers relatifs au Recensement de la population et à l'Enquête nationale auprès des ménages étaient parfaitement conformes. La Division des normes a commencé à communiquer avec les représentants des domaines spécialisés du programme en question afin de combler toutes les lacunes d'ici le 31 janvier 2017.

Programme 4 : Infrastructure statistique

Description

L'infrastructure statistique est formée des activités et des services administrés en vue de soutenir un système statistique solide.

Les services professionnels et statistiques comprennent la mise au point de méthodes statistiques rigoureuses, de concepts et de classifications normalisés (y compris de concepts géographiques), l'élaboration et la production de métadonnées statistiques, l'établissement et la tenue de registres d'entreprises et d'adresses à des fins statistiques, et la prestation de conseils relatifs à la *Loi sur la statistique* et aux ententes de partage des données.

Les services statistiques opérationnels soutiennent les activités de collecte des données pour les enquêtes de Statistique Canada, par exemple, la saisie, le codage, la vérification des données, le recrutement et la formation des intervieweurs, et la prestation de conseils aux clients en ce qui concerne les produits statistiques. Il s'agit par exemple de la production des publications du catalogue de Statistique Canada et des bases de données en ligne et de la parution du *Quotidien*, le bulletin officiel de diffusion de Statistique Canada.

Le Programme de maintien de la continuité et de la qualité comprend la coordination des aspects du Processus intégré de planification stratégique (PIPS) de l'organisme qui veillent au maintien de la continuité et de la qualité des programmes.

Analyse du rendement du programme et leçons retenues

Activités en 2015-2016

En 2015-2016, le programme de l'Infrastructure statistique a continué d'appuyer un système statistique bien établi.

Une réalisation importante qui a eu lieu en 2015-2016 a été l'élaboration et la mise à l'essai des composantes du Système intégré de collecte et des opérations requises et planifiées par les programmes des Recensements à l'appui de la collecte des données dans le cadre de toutes les enquêtes. Le personnel de ce projet de transformation pluriannuel a atteint son objectif de fournir l'infrastructure et la fonctionnalité requises pour mener les opérations de collecte dans le cadre du Recensement de la population de 2016 et du Recensement de l'agriculture de 2016. Parmi les résultats atteints figurent le Portail de gestion de la collecte, un outil de gestion des opérations de collecte et des communications avec le personnel sur le terrain, les applications Internet et le Système d'information de la gestion requis pour suivre l'avancement des programmes d'enquête.

Dans le cadre de l'initiative de l'Architecture opérationnelle du Bureau, Statistique Canada a adopté un cadre stratégique de gestion de l'information statistique pour l'ensemble de l'organisme. En plus d'élaborer une stratégie pour l'adoption de GCDocs en tant qu'outil intégré, Statistique Canada a lancé un projet pluriannuel afin de faciliter l'accès aux métadonnées statistiques et aux données d'enquêtes et de sources administratives, ainsi que la recherche et la réutilisation de ces données pour tous les employés. La première version de l'outil offrait une nouvelle capacité de recherche puissante, qui permettait d'effectuer des recherches par enquête, par variable, par concept et même par classification.

Statistique Canada a actuellement la responsabilité d'élaborer et de tenir à jour le Portail de données ouvertes pour le compte du gouvernement du Canada. Le portail sert d'emplacement central à partir duquel les particuliers et les entreprises du Canada peuvent accéder gratuitement aux données du gouvernement. À l'heure actuelle, la majorité des données du portail proviennent de Statistique Canada. L'organisme diffuse aussi des données agrégées, ainsi que des produits d'information et d'analyse sur son site Web. Les microdonnées sont accessibles par l'entremise des centres de données de recherche, du Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique et du système d'accès à distance en temps réel.

En 2015-2016, Statistique Canada a poursuivi ses travaux méthodologiques dans le but d'étudier de nouvelles possibilités à l'appui d'un certain nombre de programmes (comme la collecte, la pondération et l'estimation de la variance dans le cadre des recensements) et de projets (comme la mesure de l'incidence de la collecte par voie électronique sur l'Enquête sur la population active). L'organisme a amélioré sa gamme de systèmes généralisés de méthodologie en mettant en œuvre un nouveau système d'estimation (G-Est) pour le Programme intégré de la statistique des entreprises, en réalisant des progrès considérables sur le plan des systèmes de confidentialité (G-Confid) et de couplage d'enregistrement (G-Coup) et en élaborant un prototype pour l'estimation sur petits domaines et son évaluation dans le cadre de quatre programmes clés.

Dans le cadre de la deuxième Conférence des grandes idées, tenue en 2015, Statistique Canada a célébré les idées novatrices communautaires sur le thème des données locales. Cet événement comprenait des présentations à l'intention de tout le personnel mettant en vedette des projets sur les données locales déjà en cours au sein de l'organisme ainsi qu'une série de conférences soulignant l'innovation dans les sphères municipale, fédérale et universitaire. De plus, sous la forme d'une activité de formation intensive unique, des cadres supérieurs ont agi comme mentors auprès des employés proposant des idées et fait avancer les idées présentant un potentiel au-delà de l'étape conceptuelle. Un certain nombre de ces projets passeront à l'étape de la validation de principe au cours du prochain exercice.

En 2015-2016, Statistique Canada a travaillé avec d'autres ministères et organismes fédéraux afin d'évaluer la mesure dans laquelle des gains importants pourraient être réalisés : si les programmes administratifs et la collecte des données étaient modifiés pour

mieux appuyer les utilisations statistiques; si on pouvait s'assurer que les provinces et les territoires participent davantage à l'effort; si les cadres législatif et politique existants étaient modifiés pour appuyer sans réserve l'utilisation de sources de données administratives à des fins statistiques.

En 2015-2016, les travaux se sont poursuivis relativement à un projet de mise à jour et de modernisation de la stratégie de diffusion de Statistique Canada. L'organisme a achevé plusieurs étapes clés, y compris la mise à l'essai de la version bêta, l'exécution d'une série de tests de convivialité ainsi que la migration de l'information vers le nouveau modèle. L'élaboration des fonctions externes et des outils et processus internes vont bon train. Le nouveau modèle devrait être lancé au printemps 2018.

La stratégie de base de Statistique Canada en vue d'assurer la robustesse repose sur l'élaboration et la mise à jour d'un plan décennal qui détermine tous les investissements requis pour assurer l'efficience, la continuité et la qualité de tous les programmes statistiques. Ce plan est un élément clé du PIPS, un cadre rigoureux de planification pluriannuel qui intègre tous les besoins de Statistique Canada en matière de finances, de technologie de l'information et de ressources humaines. En 2015-2016, le plan décennal comprenait des investissements dans le remaniement de programmes d'enquête majeurs, afin d'assurer leur pertinence et leur efficacité continues, dans l'adoption et la mise en œuvre de normes pertinentes, comme la nouvelle norme du Fonds monétaire international pour les statistiques de finances publiques, et dans l'examen exhaustif du potentiel des sources administratives et des autres sources de données de rechange pour remplacer, compléter ou étoffer les programmes statistiques de Statistique Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Autorisations totales pouvant être utilisées 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2015-2016
105 110 975	105 110 975	108 827 938	87 473 605	-17 637 370

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2015-2016	Ressources réelles 2015-2016	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2015-2016
1 123	954	-169

L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles pour ce programme découlent principalement des activités suivantes :

- la provision budgétaire relative aux conventions collectives échues;
- les restructurations budgétaires mises en œuvre afin d'assurer la conformité aux nouvelles lignes directrices sur les services internes;
- les provisions inutilisées que l'on prévoit reporter à 2016-2017 pour appuyer le PIPS de Statistique Canada.

L'écart entre le nombre d'équivalents temps plein (ETP) réel et prévu est principalement attribuable à une restructuration budgétaire visant à assurer la conformité avec les nouvelles lignes directrices sur les services internes ainsi qu'avec les changements relatifs aux dépenses salariales prévues qui ont eu lieu après le dépôt du *Rapport sur les plans et les priorités* afin de mieux tenir compte des priorités de l'organisme.

Résultats du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Une infrastructure de services et d'activités statistiques est administrée pour appuyer un système statistique efficace.	Pourcentage des programmes faisant appel aux services de méthodologie	100 %	100 %
	Pourcentage des programmes faisant appel aux services de l'infrastructure statistique	100 %	100 %
	Pourcentage des programmes faisant appel aux services statistiques opérationnels	100 %	100 %

Le programme a atteint ses cibles de rendement.

Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables

Description

Cette activité produit des services statistiques de grande qualité à frais recouvrables qui répondent aux besoins d'institutions fédérales et provinciales particulières et d'autres clients. Les projets sont regroupés selon le type : Statistique économique et environnementale, Statistique socioéconomique, Recensement, Infrastructure statistique et Services internes.

Analyse du rendement du programme et leçons retenues

Activités en 2015-2016

En réalisant des travaux à frais recouvrables, Statistique Canada atteint son deuxième résultat stratégique et s'assure que les données sont accessibles pour tous les Canadiens. Les ministères fédéraux font appel aux services à frais recouvrables de Statistique Canada dans les domaines des enquêtes, des couplages de microdonnées et de l'accès à celles-ci, des totalisations spéciales, des études d'impact, des comptes satellites et des études connexes.

Statistique Canada continue d'élargir ses programmes d'accès aux microdonnées en augmentant le nombre et les types de données accessibles aux chercheurs. Par conséquent, le nombre et les types d'utilisateurs qui accèdent aux services du Programme ont augmenté. Les plans visant l'ouverture de nouveaux centres de données de recherche un peu partout au Canada se poursuivent. Un deuxième centre de données de recherche fédéral financé par Emploi et Développement social Canada a ouvert ses portes en mars 2016, ce qui a permis d'élargir l'accès des chercheurs du gouvernement fédéral aux microdonnées de Statistique Canada. L'organisme a également poursuivi des projets visant à faciliter l'accès au moyen de nouveaux outils et à améliorer ses métadonnées tout au long de l'exercice.

Grâce au financement de l'Agence canadienne de développement international, Statistique Canada a mis au point le Programme international en gestion des organismes statistiques. Cette initiative vise à renforcer les systèmes statistiques nationaux dans les pays en développement, à combler les écarts en matière de leadership et de gestion et à instaurer une capacité de produire des statistiques fiables. L'organisme a aussi amorcé le Projet régional d'avancement de la statistique dans les Caraïbes, un projet sur sept ans visant à aider les organismes statistiques des Caraïbes à améliorer leur infrastructure statistique. Statistique Canada a signé plus de 60 accords avec d'autres pays concernant l'exécution de projets axés sur les différentes priorités des pays signataires.

Statistique Canada a aussi participé à des activités de programme et de transfert des connaissances, comme la formation conjointe avec des organismes internationaux, des symposiums régionaux et la consignation de pratiques exemplaires en matière de gestion.

La rédaction du septième numéro de la publication *Femmes au Canada*, un recueil de documents sur différents thèmes liés à la vie des femmes au Canada, a commencé en 2015-2016. Un certain nombre d'articles ont été publiés et d'autres le seront en 2016-2017.

De nouvelles données et de nouveaux produits analytiques fondés sur l'Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA) et l'Enquête canadienne sur l'incapacité (ECI) ont aussi été diffusés en 2015-2016.

Plusieurs nouvelles enquêtes ont été élaborées aux fins de collecte en 2016-2017, comme le cycle de 2017 des enquêtes postcensitaires, y compris l'EAPA et l'ECI, ainsi que le projet d'analyse de la population active chez les Inuit du Nunavut.

De nouvelles projections sur les populations autochtones ont été préparées et diffusées à l'automne 2015.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

	Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Autorisations totales pouvant être utilisées 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2015-2016
Dépenses brutes	112 060 852	112 060 852	112 025 384	96 359 919	-15 700 933
Revenus disponibles	-112 060 852	-112 060 852	-112 025 384	-96 359 919	15 700 933
Dépenses nettes	0	0	0	0	0

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

	Ressources prévues 2015-2016	Ressources réelles 2015-2016	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2015-2016
Dépenses brutes	616	1 013	397
Revenus disponibles	-616	-1 013	-397
Dépenses nettes	0	0	0

Le programme statistique de l'organisme a deux sources de financement : les crédits parlementaires directs et les activités à frais recouvrables. Statistique Canada a le pouvoir

de générer 120 millions de dollars par année. Depuis quelques années, les revenus « disponibles » provenant des activités à frais recouvrables ont représenté de 90 millions de dollars à 105 millions de dollars par an du total des ressources budgétaires de l'organisme et ont, par conséquent, permis de financer environ 1 000 équivalents temps plein (ETP). Une large part de ces revenus disponibles provient de ministères et organismes fédéraux et sert à financer des projets statistiques précis.

Conformément aux normes de présentation pangouvernementales, tous les chiffres indiqués dans le tableau Ressources financières budgétaires (en dollars) sont nets des revenus disponibles. Comme on peut le voir dans le tableau, lorsque l'on soustrait les dépenses réelles des revenus disponibles, on obtient une autorisation nette de zéro.

Tous les chiffres du tableau Ressources humaines tiennent compte des ETP financés au moyen des revenus disponibles. L'écart entre le nombre d'ETP réel et prévu s'explique essentiellement par un changement dans la production des rapports. À compter de l'exercice 2016-2017 pour le *Rapport sur les plans et les priorités*, et de l'exercice 2015-2016 pour le *Rapport ministériel sur le rendement*, les intervieweurs sont inclus dans le total des ETP. De plus, le nombre d'ETP varie toujours légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés entrant dans les calculs à l'étape de la planification.

Résultats du rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les responsables de l'établissement des politiques gouvernementales, les institutions et les clients du secteur privé utilisent les services à frais recouvrables de Statistique Canada.	Volume de contrats à frais recouvrables réalisés par Statistique Canada — enquêtes statistiques et enquêtes connexes	264	254
	Valeur des contrats à frais recouvrables réalisés par Statistique Canada — enquêtes statistiques et enquêtes connexes	80 698 000 $	89 956 980 $
	Valeur des contrats à frais recouvrables réalisés par Statistique Canada — demandes personnalisées et ateliers	5 729 000 $	4 385 410 $

Statistique Canada a exécuté 254 contrats à frais recouvrables pour les enquêtes statistiques et enquêtes connexes, pour une valeur totale de 89 956 980 $. La valeur totale de tous les contrats à frais recouvrables réalisés pour les demandes personnalisées et les ateliers (4 385 410 $) était inférieure à la valeur prévue.

Services internes

Description

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et aux autres obligations générales d'une organisation. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources qui visent l'ensemble d'une organisation et non les activités et les ressources qui s'appliquent à un programme particulier. Les groupes d'activités sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services de communications, services juridiques, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services de technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel et services de gestion des acquisitions.

Analyse du rendement du programme et leçons retenues

Activités en 2015-2016

En 2015-2016, Statistique Canada a revu et simplifié le Cadre de gestion des projets de l'organisme (CGPO) en réponse aux propositions d'améliorations reçues des utilisateurs du Cadre et découlant des recommandations d'audit. Le CGPO s'applique à tous les projets dont les coûts totaux sont de 150 000 $ et plus. Une gestion de projets efficace est essentielle à l'optimisation et à la saine gérance de l'exécution des programmes. En outre, Statistique Canada s'assure que toutes les dépenses de programme directes sont évaluées tous les cinq ans.

Les buts et objectifs des ressources humaines cadrent avec les priorités de Statistique Canada et du gouvernement du Canada, grâce à la mise en œuvre continue du *Plan intégré des activités et des ressources humaines (2015-2016 à 2017-2018)* mené sur trois ans. En 2015-2016, Statistique Canada a commencé à embaucher du personnel pour le programme du Recensement de 2016 et a continué de soutenir ses employés afin que ces derniers participent pleinement au processus et donnent le meilleur d'eux-mêmes en mettant en œuvre la nouvelle Directive sur la gestion du rendement.

L'organisme a continué d'offrir les conseils et l'appui nécessaires à l'exécution efficace de ses programmes. À ce titre, Statistique Canada a participé activement aux groupes de travail sur la transformation de la gestion des finances et des ressources humaines à l'échelle du gouvernement chargés d'élaborer des plans pour l'adoption de processus et de systèmes opérationnels communs. L'organisme travaille aussi avec diligence à la mise en œuvre du nouveau système de paye Phénix.

En réponse à la directive du Conseil du Trésor sur la tenue de dossiers, Statistique Canada a réalisé des progrès concernant son projet sur cinq ans visant à mettre en œuvre GCDocs en tant que système intégré de gestion des documents et des dossiers électroniques.

Statistique Canada poursuit ses efforts dans le cadre de son plan de mise en œuvre pluriannuel visant à convertir ses locaux afin de les rendre conformes au Milieu de travail 2.0, la nouvelle norme s'appliquant aux locaux du gouvernement du Canada.

Statistique Canada collabore avec Services partagés Canada pour moderniser l'application de l'infrastructure des technologies de l'information et des télécommunications. En 2015-2016, l'organisme a travaillé à l'élaboration d'une feuille de route sur la transformation du réseau; les travaux se poursuivent. Afin de soutenir la productivité des employés, Statistique Canada a doté les postes de travail qui sont connectés au réseau A de l'organisme d'une connexion de réseau à certaines applications externes. Les opérations de production des recensements seront menées dans l'enclave du recensement, laquelle est paramétrée précisément pour Statistique Canada et est située au Centre des opérations des données de Gatineau. La migration vers le nouveau service de courriel commun du gouvernement du Canada s'est révélée un succès. Statistique Canada a également poursuivi la migration des lignes téléphoniques centrex (lignes terrestres) aux téléphones cellulaires.

Les échanges avec le public se sont poursuivis au moyen d'outils Web 2.0, y compris des plateformes de médias sociaux, des séances de clavardage avec des experts de Statistique Canada, des discussions sur les blogues, des tutoriels en ligne ainsi que des vidéos faisant état des faits saillants des principaux communiqués.

Le Quotidien est le bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada. En juin 2015, la version modernisée du *Quotidien* a été lancée en ligne. Le remaniement a été fondé sur les commentaires des utilisateurs. *Le Quotidien* inclut maintenant des graphiques interactifs, des tableaux automatisés ainsi que des indicateurs et des photos. Il est également doté d'une nouvelle capacité de recherche améliorée et de navigation, et peut être consulté à partir de n'importe quel dispositif. En outre, ce produit novateur améliore l'expérience de l'utilisateur et offre aux analystes des fonctions d'automatisation intégrées qui permettent d'accroître la qualité et la cohérence de l'ensemble des produits statistiques.

Enfin, dans le cadre d'un effort continu visant à améliorer l'efficience et l'efficacité des processus administratifs, l'organisme a mis en œuvre un processus de demandes et d'approbations électroniques concernant l'acquisition de biens et de services. Ce processus remplace le formulaire papier Acquisition de biens et de services. Ce nouveau flux de travail automatisé permet à toutes les parties concernées de gagner du temps.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2015-2016	Dépenses prévues 2015-2016	Autorisations totales pouvant être utilisées 2015-2016	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2015-2016
51 666 281	51 666 281	62 163 757	62 786 663	11 120 382

Ressources humaines (équivalents temps plein [ETP])

Ressources prévues 2015-2016	Ressources réelles 2015-2016	Écart (ressources réelles moins ressources prévues) 2015-2016
488	586	98

L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles découlent principalement des activités suivantes :

- les restructurations budgétaires mises en œuvre afin d'assurer la conformité avec les nouvelles lignes directrices sur les services internes;
- les dépenses en salaires remboursées par le Conseil du Trésor (par exemple, le paiement des congés parentaux).

L'écart entre le nombre d'ETP réel et prévu est principalement attribuable à une restructuration budgétaire visant à assurer la conformité avec les nouvelles lignes directrices sur les services internes.

Section IV : Renseignements supplémentaires

Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur

Les renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur[x] sont disponibles sur le site Web de Statistique Canada.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires[xi] figurant ci-dessous sont disponibles sur le site Web de Statistique Canada :

- Stratégie ministérielle de développement durable
- Audits et évaluations internes
- Frais d'utilisation, redevances réglementaires et frais externes

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales*[xii]. Ce rapport donne aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les descriptions, les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédéraux connexes. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent du ministre des Finances.

Coordonnées de l'organisation

Courriel
STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone
1-800-263-1136 ou 613-951-8116

Télécopieur
1-877-287-4369 ou 613-951-0581

ATS
1-800-363-7629

Adresse postale
Statistique Canada
150, promenade Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Site Web
www.statcan.gc.ca

Annexe : Définitions

Architecture d'alignement des programmes *(Program Alignment Architecture)* : Répertoire structuré des programmes d'un ministère ou organisme qui décrit les liens hiérarchiques entre les programmes et les résultats stratégiques auxquels ils contribuent.

cadre pangouvernemental *(Whole-of-government framework)* : Schéma représentant la contribution financière des organisations fédérales qui dépendent de crédits parlementaires en harmonisant leurs programmes avec un ensemble de 16 secteurs de résultat pangouvernementaux de haut niveau regroupés sous 4 secteurs de dépenses.

cible *(target)* : Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit *(appropriation)* : Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses brutes *(gross expenditures)* : Total des dépenses incluant les revenus disponibles.

dépenses budgétaires *(budgetary expenditures)* : Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives *(statutory expenditures)* : Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses nettes *(net expenditures)* : Dépenses nettes du revenu disponible.

dépenses non budgétaires *(non-budgetary expenditures)* : Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues *(planned spending)* : En ce qui a trait aux rapports sur les plans et les priorités (RPP) et aux rapports ministériels sur le rendement (RMR), les dépenses prévues s'entendent des montants approuvés par le Conseil du Trésor au plus tard le 1er février. Elles peuvent donc comprendre des montants qui s'ajoutent aux dépenses prévues indiquées dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son RPP et son RMR.

dépenses votées *(voted expenditures)* : Dépenses approuvées annuellement par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi de crédits. Le libellé d'un crédit régit les conditions dans lesquelles ces dépenses peuvent être effectuées.

équivalent temps plein *(full-time equivalent)* : Mesure utilisée pour déterminer dans quelle mesure un employé représente une année-personne complète dans le budget ministériel. L'équivalent temps plein est calculé en fonction du coefficient des heures de travail assignées et des heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

indicateur de rendement *(performance indicator)* : Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat, en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

plan *(plans)* : Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

priorité *(priorities)* : Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou de ce qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation du ou des résultats stratégiques souhaités.

production de rapports sur le rendement *(performance reporting)* : Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

programme *(program)* : Groupe d'intrants et d'activités connexes qui est géré pour répondre à des besoins précis et pour obtenir les résultats visés, et qui est traité comme une unité budgétaire.

programme temporisé *(sunset program)* : Programme ayant une durée fixe et dont le financement et l'autorisation politique ne sont pas permanents. Lorsqu'un tel programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.

Rapport ministériel sur le rendement *(Departmental Performance Report)* : Rapport traitant des réalisations concrètes d'une organisation qui dépend de crédits parlementaires au regard des plans, des priorités et des résultats attendus exposés dans le Rapport sur les plans et les priorités correspondant. Ce rapport est déposé au Parlement à l'automne.

Rapport sur les plans et les priorités *(Report on Plans and Priorities)* : Rapport fournissant des renseignements au sujet des plans et du rendement prévu sur trois ans d'une organisation qui dépend de crédits parlementaires. Ces rapports sont déposés au Parlement chaque printemps.

rendement *(performance)* : Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que

l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons retenues ont été cernées.

résultat *(results)* : Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat stratégique *(Strategic Outcome)* : Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation.

résultats du gouvernement du Canada *(Government of Canada outcomes)* : Ensemble de 16 objectifs de haut niveau définis pour l'ensemble du gouvernement, regroupés selon 4 secteurs de dépenses : affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales.

Revenus disponibles *(respendable revenues)* : Revenus pour lesquels une organisation a obtenu l'autorisation spécifique du Parlement de les dépenser. Pour Statistique Canada, les revenus disponibles se rapportent à la part des dépenses pour lesquelles les frais sont récupérés auprès des clients externes pour des services statistiques particuliers.

Structure de la gestion, des ressources et des résultats *(Management, Resources and Results Structure)* : Cadre exhaustif comprenant l'inventaire des programmes, des ressources, des résultats, des indicateurs de rendement et de l'information de gouvernance d'une organisation. Les programmes et les résultats sont présentés d'après le lien hiérarchique qui les unit, et les résultats stratégiques auxquels ils contribuent. La Structure de la gestion, des ressources et des résultats découle de l'Architecture d'alignement des programmes.

Notes de fin de document

i. *Loi sur la statistique*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-19/TexteComplet.html

ii. *Loi sur les déclarations des personnes morales*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-43/TexteComplet.html

iii. *Règlement sur les déclarations des personnes morales*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2014-13/index.html

iv. Lettre de mandat du ministre, http://pm.gc.ca/fra/lettre-de-mandat-du-ministre-de-linnovation-des-sciences-et-du-developpement-economique

v. Lettres de mandat des ministres, http://pm.gc.ca/fra/lettres-de-mandat

vi. *Comptes publics du Canada 2016*, http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

vii. Cadre pangouvernemental, http://www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx

viii. États financiers, http://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/rmr/2015-2016/s02p01

ix. État des résultats prospectifs, http://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/rpp/2015-2016/s03p01-1

x. Renseignements supplémentaires : renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur, http://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/rmr/2015-2016/s04#a1

xi. Renseignements supplémentaires : tableaux de renseignements supplémentaires, http://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/rmr/2015-2016/s04#a2

xii. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp